

Études et documents

Les falsifications de l'histoire

Staline et la lutte pour la réforme démocratique

Par Grover Furr

C'est un article très important que nous voulons diffuser largement autour de nous. C'est pourquoi nous commençons la publication dès ce n° de NSC. Vu la longueur de l'article nous nous proposons d'en compléter la publication en trois parties.

Dans l'introduction à son article, l'auteur prévient « ...l'article qui suit étonnera nombre de personnes et en choquera d'autres. En fait c'est ma propre stupéfaction, à la suite des résultats de mes recherches qui m'a conduit à écrire cet article. Je soupçonnais depuis longtemps que la version « Guerre froide » de l'histoire soviétique avait des défauts sérieux. Cependant, j'étais loin d'évaluer l'étendue des mensonges que l'on m'avait présentés comme des faits incontestables. »

Plus de 50 ans après le 20ème congrès du PCUS qui consacra le triomphe des révisionnistes partisans de la restauration du capitalisme en URSS, nous pouvons juger des énormes dégâts que cet événement a engendrés pour le mouvement communiste. L'ignominieux rapport secret de Khrouchtchev et les calomnies sur la période « stalinienne » de l'Union soviétique qu'il a répandues a permis que les mensonges de la propagande anti-communiste soient élevés au rang de vérité absolue. Des millions de prolétaires ont ainsi désespéré du communisme et leurs luttes pour une société plus juste, débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme a été dévoyée sur des chemins de traverse.

Aujourd'hui il nous faut faire renaître dans l'esprit des masses exploitées « l'esprit communiste » la confiance à la possibilité d'un avenir meilleur, d'un monde nouveau, supérieur, un monde communiste.

Ayant eu accès à une partie des archives d'État et du Parti Communiste de l'ex-URSS certains chercheurs russes et anglo-saxons nous laissent entrevoir une toute autre vérité, même si leur analyse des documents et des faits reste souvent dans les limites de la vision bourgeoise de l'histoire.

Rares sont les études menées du point de vue du matérialisme historique. Celle de Grover Furr, marxiste convaincu, en est une.

En traduisant et en publiant cette étude, notre collectif apporte sa contribution à la lutte contre la criminalisation du communisme et poursuit une des tâches qu'il s'est fixées : engager les communistes de France [et du monde entier – n.d. Dr Paquin] à une réflexion du point de vue du matérialisme historique sur les réalisations de nos prédécesseurs afin que les leçons de leurs succès et de leurs échecs éclairent nos luttes à venir.

Le collectif Militant Communiste - Octobre 2007.

Plan :

1. Introduction
 2. Une nouvelle constitution
 3. La lutte anti-bureaucratique
 4. La défaite de Staline
 5. Procès, conspirations, répression
 6. Pendant la guerre
 7. Après la guerre
 8. L'ébauche du programme du parti de 1947
 9. Le dix-neuvième congrès du parti
 10. Lavrentii Beria
 11. Les actions de Beria vers la réforme démocratique
 12. Les décès de Staline et de Beria... et d'autres ?
 13. Conclusions et future recherche
- Notes complémentaires
- Bibliographie

1. Introduction

Cet article décrit les tentatives de Joseph Staline, des années 1930 jusqu'à sa mort, pour démocratiser le gouvernement de l'Union soviétique.

Cette assertion et l'article qui suit étonnera nombre de personnes et en choquera d'autres. En fait c'est ma propre stupéfaction, à la suite des résultats de mes recherches qui m'a conduit à écrire cet article. Je soupçonnais depuis longtemps que la version « Guerre froide » de l'histoire soviétique avait des défauts sérieux. Cependant, j'étais loin d'évaluer l'étendue des mensonges que l'on m'avait présentés comme des faits incontestables. Tout cela est bien connu en Russie, où le respect, voire l'admiration pour Staline est répandue. Youri Zhukov, le principal historien russe qui met en avant le paradigme de « *Staline démocrate* » et dont les travaux constituent la plus importante source pour cet article - mais pas la seule - est une figure du courant dominant de l'Académie des Sciences. Ses travaux sont largement connus en Russie.

Cependant, cette histoire et les faits qui la confirment sont pratiquement inconnus à l'extérieur de la Russie, où le paradigme de la Guerre froide de « Staline dictateur » domine tout ce qui est publié et où les travaux commentés ici sont très rarement cités. Aussi, une bonne partie des sources secondaires utilisées pour cet article sont seulement disponibles en russe, ainsi que, bien sûr, toutes les sources primaires.

Cet article n'informe pas simplement les lecteurs de nouveaux faits et sur leur interprétation à propos de l'histoire de l'URSS. C'est plutôt une tentative d'apporter à des lecteurs non-russes les résultats d'une nouvelle recherche sur la période « stalinienne » et sur Staline lui-même, basée sur les archives soviétiques. Les faits présentés sont compatibles avec une série de paradigmes de l'histoire soviétique, de même qu'ils aident à réfuter un certain nombre d'autres interprétations. Ils seront tout à fait inacceptables - en fait, scandaleux - à ceux dont les perspectives politiques et historiques sont basées sur les notions fausses et idéologiquement motivées "de la Guerre froide", "de totalitarisme" soviétique et "de terreur" stalinienne.

La caractérisation khrouchtchévienne de Staline en tant que dictateur assoiffé de pouvoir, traître à l'héritage de Lénine, a été créée pour servir les objectifs *de la nomenklatura* du Parti communiste dans les années 1950. Mais elle présente des similitudes et partage beaucoup de suppositions, avec le discours canonique sur Staline

hérité de la Guerre froide, qui a servi la propagande des élites capitalistes, soutenant que les luttes des communistes, et donc de n'importe quelles luttes pour le pouvoir du prolétariat, mènent inévitablement à un certain type d'horreur.

Elle sert aussi à l'argumentation des Trotskistes selon laquelle la défaite de Trotski, « véritable révolutionnaire », n'a pu avoir lieu que par la faute d'un dictateur qui, est-il affirmé, a violé tous les principes pour lesquels la révolution avait combattu. Les paradigmes khrouchtchéviens, anti-communistes de la Guerre froide et Trotskistes de l'histoire soviétique partagent la même diabolisation quasi-totale de Staline, de son leadership et de l'URSS à son époque.

La vision de Staline décrite dans cet essai est compatible avec un certain nombre de paradigmes historiques autrement contradictoires. Les interprétations communistes anti-révisionnistes et post-maoïstes de l'histoire soviétique considèrent Staline comme l'héritier créateur et logique, et à certains égards imparfait, de l'héritage de Lénine. En même temps, beaucoup de nationalistes russes, tout en n'approuvant pas vraiment les réalisations de Staline en tant que communiste, respectent Staline en tant que principal acteur qui a conduit la Russie à devenir une puissance industrielle et militaire mondiale majeure. Staline est un personnage fondamental pour les deux, bien que de façon très différente.

Cet article n'est pas une tentative "de réhabiliter" Staline. Je suis d'accord avec Yuri Zhukov quand il écrit :

« Je peux honnêtement vous dire que je m'oppose à la réhabilitation de Staline, parce que je m'oppose aux réhabilitations en général. Rien ni personne dans l'histoire ne devrait être réhabilité - mais nous devons découvrir la vérité et dire la vérité. Cependant, depuis l'époque de Khrouchtchev les seules victimes des répressions de Staline dont on entend parler sont celles qui y ont participé elles-mêmes, qui les ont facilitées ou qui n'ont pas réussi à s'y opposer »

Je ne veux pas non plus suggérer que, si Staline s'y était bien pris, les multiples problèmes de la construction du socialisme ou du communisme en URSS auraient été résolus.

Durant la période que cet essai étudie, la conduite de Staline a été non seulement de chercher à promouvoir la démocratie dans la gestion de l'État, mais aussi de favoriser la démocratie interne du parti. Cet aspect important et lié, exige une étude séparée et n'est pas le thème central de cet essai. Cependant le concept de « démocratie » n'a pas le même sens dans le contexte d'un parti basé sur le centraliste-démocratique et d'adhérents volontaires que dans un État immense de citoyens où aucune base d'accord politique ne peut être posée en préalable.

Cet article fait référence à des sources primaires chaque fois que c'est possible. Mais il s'appuie beaucoup plus sur les travaux de recherche des historiens russes qui ont eu accès aux documents non publiés ou récemment publiés des archives soviétiques. Beaucoup de documents soviétiques très importants sont disponibles seulement pour les chercheurs avec un accès privilégié. Un grand nombre d'autres documents sont inaccessibles et classifiés « confidentiels », incluant une bonne partie des archives personnelles de Staline, les documents d'enquête d'avant-procès des procès de Moscou de 1936-38, les documents d'enquêtes relatifs aux purges militaires ou à « l'Affaire Toukhatchevski » de 1937 et beaucoup d'autres.

Yuri Zhukov décrit la situation des archives de cette façon :

« Au début de la perestroïka, un de ses slogans était la glasnost ... les archives du Kremlin, autrefois fermées aux chercheurs, ont été liquidées. Leur propriété a commencé à être transféré dans [des institutions publiques diverses - GF]. Ce processus a commencé, mais n'a pas été achevé. En 1996, sans aucune publicité ou explication de quelque sorte que ce soit, les documents centraux les plus importants ont été de nouveau re-classifiés, enfouis dans les archives du Président de la Fédération de Russie. Très vite les raisons de cette opération secrète sont devenues claires; elle permettait la résurrection d'un des deux anciens vieux et très minables mythes. »

Par ces mythes Zhukov désigne le mythe de « Staline dictateur » et « Staline grand leader » Seul le premier de ces mythes est familier aux lecteurs de l'historiographie occidentale et anti-communiste. Mais les deux écoles sont bien représentées en Russie et dans la Communauté des États Indépendants.

L'un des livres de Zhukov, qui sert de base d'une grande partie de cet article, est intitulé *Staline Inoy* – Staline différent – « différent » de l'un ou de l'autre mythe, plus près de la vérité, basé sur des documents d'archives récemment déclassifiés. Sa couverture montre une photographie de Staline et, y faisant face, la même photographie en négatif: son opposé. C'est seulement à de rares occasions que Zhukov emploie des sources secondaires. La plupart du temps il fait référence à des matériaux d'archives non publiés, ou des documents

d'archives qui ont été seulement récemment déclassifiés et publiés. Le tableau qu'il brosse de la politique du Politburo de 1934 à 1938 est "très différent" de tout ce qui est véhiculé avec n'importe lequel des « mythes » qu'il rejette.

Zhukov termine son introduction avec ces mots :

«Je ne prétends pas avoir tout résolu ou être incontestable. Je poursuis seulement un but : éviter les deux points de vue préconçus, les deux mythes; essayer de reconstruire le passé, autrefois bien connu, mais maintenant intentionnellement oublié, délibérément tabou, ignoré par tous. »

Comme Zhukov, cet article tente aussi d'éviter de tomber dans les deux mythes.

Dans de telles conditions toutes les conclusions doivent rester provisoires. J'ai essayé d'employer tous les documents judicieusement, qu'ils soient primaires ou secondaires. Pour éviter d'interrompre le texte j'ai mis les sources de mes références à la fin de chaque paragraphe. J'ai utilisé des notes en bas de page numérotées classiquement seulement là où je pense que des notes plus explicatives sont nécessaires.

La recherche que cet article résume a des conséquences importantes pour ceux d'entre nous qui ont intérêt à faire avancer une analyse de classe de l'histoire, y compris de l'histoire de l'Union Soviétique.

Un des meilleurs chercheurs américains de la période stalinienne en URSS, J. Arch Getty, a qualifié la recherche historique effectuée pendant la période de la Guerre froide de « produit de la propagande » -« recherche » qu'il ne sert à rien de critiquer ou d'essayer de corriger point à point, mais qui doit être complètement revue depuis le début.

Je suis d'accord avec Getty, mais j'ajouterais que cette « recherche » tendancieuse, politiquement orientée et malhonnête est encore produite de nos jours.

Le paradigme khrouchtchévien et de la Guerre froide a été le point de vue dominant de l'histoire "des années Staline." La recherche dont je fais le compte-rendu ici peut contribuer à « déblayer le terrain, en recommençant tout depuis le début. »

La vérité qui apparaîtra finalement aura aussi une grande signification pour le projet marxiste en vue de comprendre le monde pour le changer, pour construire une société sans classe, de justice sociale et économique.

Dans la dernière partie de l'essai, j'ouvre pour la recherche ultérieure quelques pistes que suggèrent les résultats de cet article.

2. Une Nouvelle Constitution

En décembre 1936 le 8ème Congrès Extraordinaire des Soviets approuve le projet de nouvelle Constitution Soviétique. Il prévoit le vote secret et la fin de la candidature unique (cf Zhukov, *Inoy* 307-9).

Les candidats autorisés à se présenter pouvaient être issus non seulement du Parti Bolchevik - qui s'appelait alors le Parti Communiste (Bolchevik) de Toute l'Union - mais également des groupes d'autres citoyens, basés sur la résidence, l'affiliation (comme les groupes religieux), ou des organisations professionnelles. Cette dernière disposition n'a jamais été mise en œuvre. Les élections plurielles n'ont jamais été organisées.

Les aspects démocratiques de la Constitution ont été introduits à la demande expresse de Joseph Staline.. Avec ses partisans les plus proches dans le Politburo du Parti Bolchevik, Staline a combattu avec ténacité pour conserver ces dispositions. Getty, explique qu'ils ont seulement cédé quand ils furent confrontés au refus unanime du Comité Central du Parti et à la panique entourant la découverte de graves conspirations pour renverser le gouvernement soviétique, liées aux fascistes japonais et allemands.

En janvier 1935 le Politburo a assigné à Avel Yenukidze la tâche de rédiger le contenu d'une nouvelle Constitution qui, quelques mois plus tard, est revenu avec une proposition pour des élections ouvertes et à candidature unique. Presque immédiatement, le 25 janvier 1935, Staline a exprimé son désaccord avec la proposition de Yenukidze, insistant sur des élections à bulletin secret. (Zhukov, *Inoy* 116-21)

Staline a rendu public ce désaccord d'une façon spectaculaire dans une entrevue en mars 1936 avec le magnat américain de la presse Roy Howard. Staline y affirme que la constitution soviétique garantirait que tout vote serait à bulletin secret. Le vote serait organisé sur une base égalitaire, avec le vote paysan comptant autant que

celui d'un travailleur et sur une base territoriale, comme en Occident, plutôt que selon le statut (comme pendant l'époque tsariste) ou du lieu d'emploi; et direct - tous les Soviétiques seraient élus par les citoyens eux-mêmes, non indirectement par des représentants. (*Howard-Staline Interview; Zhukov, "Repressii" 5-6*)

Staline : *Nous adopterons probablement notre nouvelle constitution à la fin de cette année. La commission désignée pour rédiger la constitution fonctionne en ce moment et doit finir ses travaux bientôt. Comme il a déjà été annoncé, selon la nouvelle constitution, le suffrage sera universel, égal, direct et secret.* (*Howard-Staline Interview 13*)

Le plus important de tous, Staline a déclaré que toutes les élections seraient à candidature multiple.

« Vous êtes perplexes par le fait qu'un seul parti se présentera aux élections. Vous ne pouvez pas imaginer comment les luttes électorales peuvent avoir lieu dans ces conditions. Évidemment, les candidats seront proposés non seulement par le Parti Communiste, mais par toutes sortes d'organisations publiques, indépendantes du Parti. Et nous en avons des centaines. Nous n'avons pas de parti concurrent pas plus que nous n'avons une classe capitaliste luttant contre un prolétariat qu'elle exploite. Notre société est composée exclusivement de travailleurs libres de la ville et de la campagne - des ouvriers, des paysans, des intellectuels. Chacune de ces couches peut avoir ses intérêts spéciaux et les exprimer au moyen des nombreuses organisations publiques qui existent. » (13-14)

Les différentes organisations des citoyens pourraient présenter des candidats contre les candidats du Parti Communiste. Staline a dit à Howard que les citoyens pourraient rayer les noms de tous les candidats à l'exception de ceux pour lesquels ils voudraient voter.

Il a aussi souligné l'importance d'élections à candidature multiple pour combattre la bureaucratie.

« Vous pensez qu'il n'y aura aucune lutte électorale. Mais il y aura et je prévois des campagnes électorales très animées. Il n'y a pas quelques institutions dans notre pays qui fonctionnent mal. Les cas se produisent quand tel ou tel organe de l'administration locale ne réussit pas à donner satisfaction à certaines exigences diverses et croissantes des travailleurs de la ville et de la campagne. Avez-vous construit une bonne école ou non? Avez-vous amélioré les conditions de logement? Est-ce que vous êtes un bureaucrate? Avez-vous agi pour rendre notre travail plus efficace et notre vie plus cultivée? Une telle volonté sera le critère avec lequel des millions d'électeurs mesureront les aptitudes des candidats, et rejetteront ceux qui ne sont pas adéquats, bifferont leurs noms des listes des candidats et choisiront et nommeront le meilleur. Oui, les campagnes électorales seront animées, elles seront conduites autour des problèmes nombreux, très aigus, principalement d'une nature pratique, d'une importance de premier ordre pour le peuple. Notre nouveau système électoral renforcera toutes les institutions et organisations et les obligera à améliorer leur travail. Le suffrage universel, égal, direct et secret en URSS sera un fouet entre les mains de la population contre les organes du gouvernement qui fonctionnent mal. À mon avis notre nouvelle constitution soviétique sera la constitution la plus démocratique dans le monde. » (15)

Sur ce point, Staline et ses camarades les plus proches dans le Politburo, Vyacheslav Molotov et Andreï Jdanov, ont défendu le principe d'élections secrètes et à candidature multiple dans toutes les discussions à l'intérieur de la direction du parti. (*Zhukov, Inoy 207-10; entrevue Staline-Howard*)

Staline a aussi insisté pour que de nombreux citoyens Soviétiques qui avaient été privés du droit de vote recouvrent ce droit. Ceux-ci incluent des membres d'anciennes classes exploiteuses tels que les anciens propriétaires et ceux qui s'étaient battus contre les Bolcheviks pendant la Guerre civile de 1918-1921, connus en tant que "Gardes Blancs", aussi bien que ceux reconnus coupables de certains crimes (comme aux États-Unis aujourd'hui). Les plus importants et probablement les plus nombreux, parmi les *lishentsy* ("les privés de droit") appartenaient à deux groupes : « les koulaks », les cibles principales pendant le mouvement de collectivisation qui s'est déroulé quelques années auparavant; et ceux qui avaient violé « la loi des trois oreilles » de 1932 - qui avaient volé la propriété d'État, souvent du grain, parfois simplement pour éviter la famine. (*Zhukov, Inoy 187*)

Ces réformes électorales auraient été inutiles à moins que la direction Stalinienne n'ait voulu changer la façon dont était dirigée l'Union soviétique. Elle a voulu retirer au Parti communiste la tâche de gouverner directement l'Union soviétique.

Pendant la Révolution russe et les années critiques qui ont suivi, l'URSS avait été légalement dirigée par une hiérarchie élue *de soviets* ("des conseils"), du niveau local au niveau national, avec le Soviet Suprême en tant que corps législatif national, le Conseil (*soviétique*) des Commissaires du Peuple en tant que corps exécutif et le Président de ce Conseil en tant que chef d'État. Mais en réalité, à chaque niveau, le choix de ces fonctionnaires

avait toujours été entre les mains du Parti Bolchevik. Les élections avaient lieu, mais les nominations directes par des dirigeants du parti, appelée « cooptation » étaient aussi fréquentes. Même les élections étaient contrôlées par le parti, puisque personne ne pouvait présenter sa candidature à moins que les dirigeants du parti n'aient été d'accord.

Pour les Bolcheviks, cela avait un sens. C'était la forme que la dictature du prolétariat a prise dans les conditions historiques spécifiques de l'Union Soviétique révolutionnaire et post-révolutionnaire. Sous la Nouvelle Politique Économique ou NEP le travail et les compétences d'anciens et actuels exploités étaient nécessaires. Mais utilisées seulement pour servir la dictature du prolétariat - et le socialisme. Ils ne leur étaient pas permis de développer des rapports capitalistes au-delà de certaines limites, ni de reconquérir le pouvoir politique.

Pendant les années 1920 et au début des années 1930 le Parti Bolchevik a recruté énergiquement au sein du prolétariat. Vers la fin des années 1920, la plupart des membres du parti étaient des ouvriers et le Parti comprenait un pourcentage élevé d'ouvriers. Ce recrutement massif et les tentatives gigantesques pour l'éducation politique eurent lieu en même temps que les gigantesques bouleversements du premier Plan Quinquennal, de l'industrialisation intensive et de la collectivisation en grande partie forcée de fermes individuelles en fermes collectives (*kolkhoze*) ou en fermes soviétiques (*sovkhoze*). La direction bolchevique était sincère dans sa tentative de "prolétariser" le Parti et elle a été couronnée de succès. (Rigby, 167-8; 184; 199)

Staline et ses partisans au Politburo ont donné un certain nombre de raisons pour expliquer leur volonté de démocratiser l'Union soviétique. Ces raisons résidaient dans le fait que Staline pensait qu'un nouveau stade du socialisme avait été atteint. La plupart des paysans appartenaient à des fermes collectives. Avec la disparition des fermes paysannes individuelles régulièrement chaque mois, la direction sous Staline a cru qu'objectivement les paysans ne constituaient plus une classe socio-économique séparée. Les paysans étaient plus proches des travailleurs que différents.

Staline argumentait que, avec la croissance rapide de l'industrie soviétique et particulièrement avec la classe ouvrière détenant le pouvoir politique par l'intermédiaire du Parti Bolchevik, le mot « prolétariat » n'était plus exact. « Le prolétariat », déclara Staline, désigne la classe ouvrière sous l'exploitation capitaliste, ou travaillant sous les rapports de production de type capitaliste, tels que ceux qui ont existé pendant la première douzaine d'années d'existence de l'Union soviétique, particulièrement sous la NEP. Mais étant donné que l'exploitation directe des ouvriers par les capitalistes pour le profit était maintenant supprimée, la classe ouvrière ne doit plus être appelée « prolétariat ».

Selon ce point de vue, les exploités n'existant plus, les ouvriers, gouvernant maintenant le pays dans leur propre intérêt par l'intermédiaire du Parti Bolchevik, ne ressemblaient plus « au prolétariat » classique. Donc, « la dictature du prolétariat » n'était plus un concept pertinent. Ces nouvelles conditions appelaient à un nouveau type d'État. (Zhukov, *Inoy* 231; 292; Staline, "Projet 800-1")

3. La lutte anti-bureaucratique

La direction stalinienne était également préoccupée par le rôle du parti dans cette nouvelle étape du socialisme. Staline lui-même a entrepris le combat contre « le bureaucratisme » avec une grande vigueur très tôt, comme dans son Rapport au 17^{ème} Congrès du Parti en janvier 1934. Staline, Molotov et d'autres ont appelé le nouveau système électoral « une arme contre la bureaucratisme. »

Les dirigeants du parti contrôlaient le gouvernement, à la fois en contrôlant qui entrait dans les Soviets et en exerçant diverses formes de surveillance ou de révision sur ce que les ministères du gouvernement faisaient. Prenant la parole au 7^{ème} Congrès des Soviets le 6 février 1935 Molotov déclara que les élections secrètes « *atteindront avec une grande force les éléments bureaucratés et leur donneront un choc utile.* » Le rapport de Yenukidze n'avait pas recommandé, ou même mentionné, des élections secrètes et l'élargissement du droit de vote. (Staline, Rapport au 17^{ème} Congrès du Parti.; Zhukov, *Inoy* 124)

Les ministres du gouvernement et leur personnel devaient être compétents pour traiter les tâches dont ils étaient responsables et être efficaces dans la production. Ceci signifiait d'avoir une éducation, habituellement technique, dans leurs domaines respectifs. Mais les dirigeants du parti faisaient souvent carrière par l'avancement à travers les postes de responsabilité dans le parti. Aucune expertise technique n'était nécessaire pour cette sorte d'avancement. On exigeait plutôt des critères politiques. Ces fonctionnaires du parti ont

exercé le contrôle, mais il leur manquait souvent la connaissance technique qui devait en théorie les rendre plus habiles dans leur tâches (*Entrevue Howard-Staline; Zhukov, Inoy 305; Zhukov, "Repressii" 6*)

C'était, apparemment, ce que la direction de Staline désignait par le terme « bureaucratisme ». Bien qu'ils l'aient vu comme un danger - comme, en effet, tous les marxistes - ils ont cru que qu'il n'était pas inévitable. Ils ont plutôt pensé qu'il pourrait être surmonté en changeant le rôle du parti dans la société socialiste. Le concept de démocratie que Staline et ses partisans dans la direction du parti ont voulu inaugurer en Union soviétique impliquait nécessairement un changement qualitatif du rôle social du Parti Bolchevik.

« Ces documents qui étaient accessibles aux chercheurs nous ont permis de comprendre ... que déjà vers la fin des années 1930 des tentatives déterminées ont été entreprises pour séparer le parti de l'État et pour limiter d'une façon substantielle le rôle du parti dans la vie du pays. » (Zhukov, Tayny 8)

Staline et des partisans ont continué cette lutte malgré l'opposition d'autres éléments dans le Parti Bolchevik, résolument mais avec des chances décroissantes de succès, avant que Staline ne meure en mars 1953. La détermination de Lavrentii Beria de continuer cette même lutte semble être la raison réelle pour laquelle Khrouchtchev et d'autres l'ont assassiné, juridiquement, par le procès sur des accusations fabriquées en décembre 1953, et - comme l'évidence le suggère - en l'assassinant, le mois de juin précédent.

L'article 3 de la Constitution de 1936 se lit comme suit, « En URSS tout le pouvoir appartient aux travailleurs de la ville et de la campagne tels que représentés par les Soviets des Députés Ouvriers ». Le Parti communiste est mentionné dans l'Article 126 comme étant « l'avant-garde des travailleurs dans leur lutte pour renforcer et développer le système socialiste et est le noyau dirigeant de toutes les organisations des travailleurs, à la fois publiques et étatiques. » C'est-à-dire que le parti devait diriger les organisations, mais pas les organes législatifs ou exécutifs de l'État. (1936 Constitution; Zhukov, Tayny 29-30)

Staline semble avoir cru qu'après que le parti n'aurait plus le contrôle direct sur la société, son rôle serait limité à l'agitation et à la propagande et à la participation dans la sélection des cadres. Qu'est-ce que cela aurait signifié ? Peut-être quelque chose dans le genre de ceci :

« Le parti retournerait à sa fonction essentielle de gagner le peuple aux idéaux du communisme tels qu'ils les ont compris. Ceci signifierait la fin d'emplois tranquilles du type sinécure et un retour à un style du travail dur et au dévouement désintéressé qui a caractérisé les Bolcheviks pendant la période tsariste, la Révolution et la Guerre civile, la période de la NEP et la très dure période de l'industrialisation intensive et de la collectivisation. Pendant ces périodes l'adhésion au parti, pour la plupart, signifiait des sacrifices et travail dur, souvent parmi des non membres du parti, dont un bon nombre d'entre eux étaient hostiles aux Bolcheviks. Cela signifiait la nécessité d'une base solide parmi les masses. » (Zhukov, KP le 13 novembre 02; Mukhin, Ubiystvo)

Staline mettait l'accent sur le fait que les communistes devaient être des travailleurs, des gens instruits, capables d'apporter une contribution réelle à la production et à la création d'une société communiste. Staline lui-même était un travailleur infatigable.

Pour résumer, tout cela suggère que pour Staline, le nouveau système électoral permettrait d'atteindre les buts suivants :

- * Permettre que seuls les gens formés techniquement dirigent, dans la production et dans la société soviétique en général;
- * Renforcer le travail de masse du parti;
- * Gagner le soutien au gouvernement des citoyens du pays;
- * Créer la base pour une société sans classe, une société communiste.

4. La défaite de Staline

Durant l'année 1935, sous l'égide d'Andrei Vyshinski, le Procureur en chef de l'URSS, de nombreux citoyens qui avaient été exilés, emprisonnés et – d'une manière plus significative pour notre propos- privés du droit de vote, ont été rétablis dans leurs droits. Des centaines de milliers d'ancien *koulaks*, riches fermiers qui avaient été la cible principale de la collectivisation, et ceux qui avaient été emprisonnés ou exilés pour avoir résisté à la collectivisation de quelque façon que ce soit, ont été libérés. Vyshinsky a sévèrement critiqué le NKVD (le Commissariat du Peuple pour des Affaires Internes, incluant la sécurité intérieure) pour « une série d'erreurs

les plus grossières et pour des erreurs de calcul » dans l'expulsion de presque 12000 personnes de Leningrad après l'assassinat de Kirov en décembre 1934. Il a déclaré que dès lors le NKVD ne pouvait plus arrêter personne sans le consentement préalable du procureur. La population affranchie, avec le droit de vote, s'éleva au moins à plusieurs centaines de milliers de personnes qui avaient raison d'estimer que l'État et le parti les avaient traités injustement. (Thurston 6-9; Zhukov, *KP* le 14 novembre et le 19 novembre 02; Zhukov, *Inoy* 187; Zhukov, "Repressii" 7)

La proposition originale de Staline pour la nouvelle constitution ne prévoyait pas d'élections plurielles. Il en parla dans son entrevue avec Roy Howard le 1er mars 1936. En Juin 1937 lors du Plénum du Comité Central Yakovlev – un des membres du CC qui, avec Staline, a travaillé le plus étroitement sur le projet de la nouvelle constitution (cf. Zhukov, *Inoy* 223) – affirme que la suggestion pour des élections plurielles a été faite par Staline lui-même. Cette suggestion semble avoir rencontré l'opposition répandue, bien que tacite, des dirigeants régionaux du parti, des Premiers Secrétaires, « de la partocratie », comme Zhukov les appelle. Après l'entrevue d'Howard il n'y eut même pas dans les journaux centraux – ceux les plus sous le contrôle direct du Politburo – d'éloge symbolique ou d'appui à la déclaration de Staline à propo des élections plurielles -. *La Pravda* publie seulement un article, le 10 mars, et il ne mentionne pas les élections plurielles.

De tout cela Zhukov tire la conclusion suivante :

« Cela ne pouvait signifier qu'une seule chose. Non seulement les « directions générales » [les Premiers Secrétaires régionaux], mais au moins une partie de l'appareil du Comité Central, de l'Agitprop, n'a pas accepté l'innovation de Staline, n'a pas voulu approuver, même d'une manière purement formelle, des élections plurielles, dangereuses pour beaucoup de personnes qui, suivant les paroles de Staline et que La Pravda a soulignées, menaçaient directement les positions et le pouvoir réel des Premiers Secrétaires - dans les Comités Centraux des partis communistes nationaux, au niveau régional, à l'oblast, dans les villes et les comités de secteur. » (*Inoy*211)

« Les Premiers Secrétaires du parti détenaient des fonctions du parti, qu'ils ne pouvaient pas perdre par une défaite lors de n'importe quelle élection aux Soviets ou ils se seraient présentés. Mais l'immense pouvoir local qu'ils détenaient provenait principalement du contrôle que le parti exerçait sur chaque aspect de l'économie et de l'appareil d'État - le kolkhoze, l'usine, l'éducation, l'armée. Le nouveau système électoral priverait les Premiers Secrétaires de leurs positions automatiques en tant que délégués aux Soviets et de leur capacité de simplement choisir les autres délégués. Leur défaite ou celle "de leurs" candidats (les candidats du parti) lors des élections aux soviets serait, en effet, un référendum à propos de leur travail. Un Premier Secrétaire dont les candidats ont été défaits dans les élections par des candidats indépendants serait démasqué comme étant faiblement lié aux masses. Durant les campagnes, les candidats d'opposition auraient sûrement fait campagne sur des questions telles que la corruption, l'autoritarisme, ou l'incompétence des fonctionnaires du parti. Les candidats défaits apparaîtraient pour avoir des faiblesses sérieuses en tant que communistes et ceci mènerait probablement à leur remplacement. » (Zhukov *KP* le 13 novembre 02; *Inoy* 226; cf. Getty, "Excès" pp.122-3)

« Les dirigeants les plus élevés du parti étaient habituellement des membres du parti depuis de nombreuses années, des vétérans des jours vraiment dangereux de l'époque tsariste, de la Révolution, de la Guerre civile et de la collectivisation, quand être un communiste était dangereux et difficile. Beaucoup avaient reçu une éducation réduite. À la différence de Staline, Kirov ou Beria, il semble que la plupart d'entre eux ne voulaient pas ou étaient incapables « de se refaire » par l'apprentissage personnel. » (Mukhin, *Ubiystvo* 37; Dimitrov 33-4; Staline, *Zastol'nye* 235-6).

Tous ces hommes étaient des partisans de longue date de la politique de Staline. Ils avaient mis en œuvre la difficile collectivisation de la paysannerie, pendant laquelle des centaines de milliers de personnes avaient été expulsées. Pendant les années 1932-33 beaucoup de personnes, peut-être bien trois millions, étaient mortes par une famine qui avait été naturelle plutôt que "causée par l'homme", mais qui a rendu plus sévère pour la paysannerie la collectivisation et l'expropriation de grain pour alimenter les ouvriers dans les villes, ou bien dans des rébellions armées de paysans (qui avaient aussi tué bon nombre de Bolcheviks). Ces dirigeants du parti avaient mis en œuvre l'industrialisation intensive, encore une fois dans les rudes conditions d'hébergement, d'alimentation insuffisante et de manque de soins médicaux, de bas salaires et de rareté de biens de consommation. (Tauger; Anderson et Argent; Zhukov, *KP* le 13 novembre 02).

Maintenant ils allaient se trouver, lors des élections, face à ceux qu'ils avaient autrefois privés de leur droit de vote parce qu'ils avaient été du mauvais côté, face à ceux dont la politique soviétique avaient soudainement restitué le droit de voter. Il est probable, qu'ils craignaient que beaucoup votent contre leurs candidats, ou

contre *n'importe quel* candidat bolchevik. Si c'était le cas, ça voulait dire qu'ils seraient rétrogradés ou pire encore. Ils obtiendraient toujours quelque position du parti, ou - au pire - un travail. La nouvelle constitution de "Staline" garantissait *en tant que droit* un travail à chaque citoyen soviétique, avec des soins médicaux, des allocations de retraite, l'éducation, etc. Mais ces hommes (presque tous étaient des hommes) étaient habitués au pouvoir et aux privilèges, ce qu'ils étaient menacés de perdre par la défaite de leurs candidats dans les élections. (Zhukov, *KP* le 13 novembre 02; 1936 Const., Ch. X; cf. Getty, "Excess" 125, sur l'importance du sentiment religieux dans le pays).

5. Procès, Conspirations, Répression

Les plans pour la nouvelle constitution et les élections avaient été rédigés pendant le Plénum du Comité Central de Juin 1936. Les délégués ont unanimement approuvé le projet de la Constitution. Mais aucun d'eux n'a apporté ouvertement leur appui. Cette défiance par rapport à la proposition de Staline signifiait certainement une « *opposition latente de la part du personnel dirigeant, une démonstration du manque d'intérêt.* » (Zhukov, *Inoy* 232, 236;" Repressii "10-11)

Lors de la réunion du 8ème Congrès des Soviets de toute la Russie en novembre-décembre 1936, Staline et Molotov ont de nouveau insisté sur l'importance d'élargir le droit de vote et d'avoir des élections à vote secret et à candidats multiples. Dans l'esprit de l'entrevue de Staline avec Howard, Molotov a de nouveau insisté sur l'effet bénéfique, pour le parti, de permettre à des candidats non communistes de se présenter aux élections des Soviets :

« *Ce système ... ne peut que heurter ceux qui se sont bureaucratisés, qui se sont aliénés les masses Il facilitera la promotion de nouvelles forces ... qui doivent émerger pour remplacer les éléments bureaucratisés [ochinovnivshimsya] qui restent en arrière . Sous ce nouveau système électoral, l'élection d'éléments ennemis est possible. Mais même ce danger, en dernière analyse, doit nous aider, dans la mesure où il servira de coup de fouet aux organisations qui en ont besoin et aux militants [du parti] qui se sont endormis.* » (Zhukov, "Repressii" 15).

Staline lui-même l'exprime encore plus clairement :

« *Certains disent que c'est dangereux, parce que des éléments hostiles au pouvoir soviétique pourraient occuper les fonctions les plus élevées, comme certains anciens Gardes Blancs, des koulaks, des prêtres, et ainsi de suite. Mais qu'avons-nous à craindre? - Si vous avez peur des loups, ne marchez pas dans la forêt- D'une part, ce ne sont pas tous les anciens koulaks, Gardes Blancs et prêtres qui sont hostiles au pouvoir soviétique. D'autre part, si les gens ici et là élisent des forces hostiles, cela signifiera que notre travail de propagande est mal organisé et que nous avons entièrement mérité cette disgrâce.* » (Zhukov, *Inoy* 293; Staline, "Projet").

Encore une fois, les Premiers Secrétaires ont démontré une hostilité tacite. Le Plénum du Comité Central de décembre 1936, dont la session a empiété sur le Congrès, s'est réuni le 4 décembre. Mais il n'y eut pratiquement aucune discussion du premier article à l'ordre du jour, le projet de la Constitution. Le rapport de Yezhov, « Sur les organisations trotskystes et antisoviétiques de droite, » était beaucoup plus important pour les membres du C.C. ("Fragmenty" 4-5; Zhukov, *Inoy* 310-11).

Le 5 décembre 1936, le Congrès a approuvé le projet de la nouvelle Constitution. Mais il n'y a pas eu de discussion réelle. Au lieu de cela, les délégués - les dirigeants du parti - ont rapporté leur attention sur les menaces des ennemis de l'extérieur et de l'intérieur. Au lieu de prononcer des discours approuvant la Constitution, qui était le sujet principal dont les rapporteurs étaient Staline, Molotov, Jdanov, Litvinov et Vyshinski, les délégués l'ont pratiquement ignorée. Une Commission a été créée pour une étude ultérieure du projet de Constitution, sans rien fixer à propos des élections plurielles. (Zhukov, *Inoy* 294; 298; 309)

La situation internationale était en effet tendue. La victoire du fascisme dans la Guerre civile espagnole était seulement une question de temps. L'Union soviétique était entourée par des puissances hostiles. Dans la deuxième moitié des années 1930 tous ces pays étaient dirigés par des régimes férocelement autoritaires, militaristes, anti-communistes et antisoviétiques. En octobre 1936 la Finlande a provoqué des incidents armés sur la frontière soviétique. Le même mois "l'Axe Berlin-Rome" a été formé par Hitler et Mussolini. Un mois plus tard, le Japon a rejoint l'Allemagne Nazi et l'Italie fasciste pour former le « Pacte Anti-Komintern. » Les efforts

soviétiques pour réaliser des alliances militaires contre l'Allemagne Nazi se heurtèrent au rejet dans les capitales occidentales. (Zhukov, Inoy 285-309).

Tandis que le Congrès s'occupait de la nouvelle Constitution, la direction soviétique était entre les deux premiers grands Procès de Moscou. Zinoviev et Kamenev étaient passés en justice avec certains autres en août 1936. En janvier 1937 Le deuxième procès, impliquait certains des principaux disciples de Trotski, à la tête desquels se trouvait Yuri Piatakov qui, jusqu'à tout récemment était le Commissaire adjoint à l'industrie lourde.

En février mars 1937 le Plénum du Comité Central a dramatisé la contradiction à l'intérieur de la direction du parti : entre la lutte contre les ennemis de l'intérieur et la nécessité de préparer des élections à votes secrets et plurielles conformément à la nouvelle Constitution d'ici la fin de l'année. La découverte de plus en plus de groupes conspirant pour renverser le gouvernement soviétique exigeait une action policière. Mais la préparation pour des élections vraiment démocratiques du gouvernement et pour améliorer la démocratie interne du parti - un thème souligné à plusieurs reprises par ceux qui étaient les plus proches de Staline dans le Politburo - exigeait le contraire : l'ouverture à la critique et l'autocritique, les élections secrètes de dirigeants par les membres de la base du parti et l'arrêt de la "cooptation" par les Premiers Secrétaires.

Ce Plénum, le plus long jamais tenu dans l'histoire de l'URSS, s'est prolongé pendant deux semaines. Mais on n'en a presque rien su jusqu'en 1992, quand l'importante transcription du Plénum commença à être publiée dans *Voprosy Istorii* - une publication qui a pris presque quatre ans au journal.

Le rapport de Yezhov à propos des enquêtes en cours sur les conspirations dans le pays a été éclipsé par Nikolai Boukharine, qui, dans ses tentatives d'avouer ses erreurs passés, en essayant de prendre ses distances avec ses anciens associés et de convaincre de sa fidélité actuelle, réussissait seulement à s'enfoncer davantage. (Thurston, 40-42; Getty et Naumov sont d'accord, 563)

Trois jours après, Jdanov parla de la nécessité d'une plus grande démocratie à la fois dans le pays et dans le parti, invoquant la lutte contre la bureaucratie et le besoin de liens plus étroits avec les masses qu'elles soient membres ou non-membres du parti.

« *Le nouveau système électoral donnera une impulsion à l'amélioration du travail des organes soviétiques, à la liquidation des organes bureaucratiques, à la liquidation des défauts bureaucratiques et des disfonctionnements dans le travail de nos organisations soviétiques. Et ces défauts, comme vous savez, sont très substantiels. Nos organes de parti doivent être prêts pour la lutte électorale. Lors des élections nous devons faire face à l'agitation hostile et à des candidats hostiles* ». (Zhukov, Inoy 343)

Il ne fait aucun doute que Jdanov, parlant au nom de la direction de Staline, ait prévu des luttes électorales réelles avec des candidats indépendants qui s'opposeraient sérieusement aux développements de l'Union Soviétique. Ce seul fait est tout à fait incompatible avec les interprétations khrouchtchéviennes et de la Guerre froide.

Jdanov a aussi souligné, en détail, le besoin de développer des normes démocratiques à l'intérieur du Parti Bolchevik lui-même :

« *Si nous voulons gagner le respect des militants du parti et des Soviètes à nos lois et les masses à la constitution soviétique, alors nous devons garantir de transformer [la perestroïka] le travail du parti sur la base d'une mise en oeuvre indubitable et complète des bases de la démocratie interne du parti, qui est prévue dans les Statuts de notre parti.* »

Et il énumère les mesures essentielles, déjà contenues dans le projet de résolution dans son rapport : « *l'élimination de la cooptation; une interdiction de voter par listes de candidats; une garantie "du droit illimité pour les membres du parti de démettre les candidats cooptés et du droit illimité de critiquer ces candidats.* » (Zhukov, Inoy 345)

Mais le rapport de Jdanov a été éclipsé par les discussions des autres points de l'ordre du jour, principalement les discussions à propos des « ennemis ». Un certain nombre de Premiers Secrétaires ont évoqué avec inquiétude ceux qui se préparaient - ou dont on pouvait s'attendre qu'ils le fassent- le plus assidûment pour les élections soviétiques étaient *des adversaires* du pouvoir soviétique : les Socialistes-Révolutionnaires, les prêtres et autres « ennemis ».

Molotov a répondu dans un rapport insistant, encore une fois sur « le développement et le renforcement de l'autocritique », et s'est directement opposé à la recherche « d'ennemis » :

« Il n'y a aucune raison pour chercher des gens à blâmer, camarades. Si vous préférez, nous sommes tous ici coupables, des institutions centrales du parti aux organisations inférieures du parti. » (Zhukov, Inoy 349)

Mais ceux qui ont suivi Molotov à la tribune ont ignoré son rapport et sont revenus sans arrêt sur la nécessité de la recherche des ennemis, de démasquer les saboteurs, et de lutter contre les saboteurs. Quand il a pris à nouveau la parole, Molotov s'est étonné du fait qu'il n'y ait eu presque aucune attention accordée à la substance de son rapport, qu'il a répété, après avoir résumé au préalable ce *qui avait été fait* contre les ennemis internes.

Dans son discours du 3 mars, Staline est revenu, dans sa deuxième partie sur le besoin d'améliorer le travail du parti et de remplacer les membres incompetents du parti par des nouveaux. Comme celui de Molotov, le rapport de Staline a été pratiquement ignoré.

Dès le début des discussions, les craintes de Staline étaient compréhensibles. Il semble qu'il se soit heurté à un mur d'incompréhension et à la réticence des membres du CC, qui ont entendu dans le rapport juste ce qu'ils voulaient entendre, discuter ce dont ils voulaient discuter. Des 24 personnes qui ont participé aux discussions, 15 ont parlé principalement "des ennemis du peuple", c'est-à-dire des trotskystes. Ils en ont parlé avec conviction, agressivement, de la même façon qu'ils l'avaient fait après les rapports de Jdanov et Molotov. Ils ont réduit tous les problèmes à un seul- la nécessité de chercher « des ennemis ». Et pratiquement aucun d'eux n'a souligné le point principal des interventions de Staline à propos des défauts dans le travail des organisations du parti, et sur la préparation pour les élections au Soviet Suprême. (Zhukov, Inoy 357)

La direction Stalinienne a intensifié l'attaque contre les Premiers Secrétaires. Yakovlev a critiqué le dirigeant du parti de Moscou, Khrouchtchev, parmi d'autres, pour les expulsions injustifiées de membres du parti; Malenkov a appuyé sa critique des secrétaires du parti en critiquant leur indifférence envers les membres à la base du parti. Cela semble avoir stimulé les membres du C.C. et stoppé temporairement leurs interventions sur les ennemis, mais seulement dans le but de se défendre. Et toujours aucune intervention sur le rapport de Staline. (Zhukov, Inoy 358-60)

Dans son discours final le 5 mars, le dernier jour du Plénum, Staline a minimisé le besoin de traquer des ennemis, même les trotskystes, dont nombre d'entre eux, étaient retournés au parti. Son thème principal était la nécessité de retirer aux fonctionnaires du parti la tâche de s'occuper de chaque aspect de l'économie, de lutter contre la bureaucratie et d'élever le niveau politique des fonctionnaires du parti. Autrement dit, Staline a insisté dans la critique des Premiers Secrétaires.

« Quelques camarades parmi nous pensent que, s'ils sont un Narkom (Commissaire du Peuple), alors ils savent tout. Ils croient que le poste, en lui-même, donne une connaissance très grande, presque illimitée. Ils pensent : si je suis un membre du Comité Central, je n'en suis pas par accident, donc je dois tout connaître. Ce n'est pas le cas. » (Staline, Zakliuchitel'noe; Zhukov, Inoy 360-1)

De la manière la plus inquiétante pour tous les fonctionnaires du parti, y compris les Premiers Secrétaires, Staline déclara que chacun d'entre eux devrait choisir deux cadres pour prendre leur place pendant qu'ils suivraient des cours d'éducation politique d'une durée de six mois qui seraient bientôt instaurés. Avec de nouveaux fonctionnaires à leur place, les secrétaires du parti pouvaient craindre d'être facilement réaffectés, les coupant ainsi de leurs "familles" (les fonctionnaires subalternes), cause majeure de la bureaucratie. (Zhukov, Inoy 362)

Thurston caractérise le discours de Staline comme étant « considérablement plus modéré, en insistant sur le besoin d'apprendre des masses et de prêter l'attention à la critique de la base ». Même la résolution adoptée sur la base du rapport de Staline abordait brièvement "les ennemis" et traitait principalement des échecs des organisations du parti et de leurs directions. Selon Zhukov, qui cite cette résolution non publiée, pas un seul de ses 25 points ne concernait principalement "les ennemis". (Thurston, 48-9; Zhukov, Inoy 362-4)

Après le Plénum, les Premiers Secrétaires organisèrent une rébellion de fait. D'abord Staline et ensuite le Politburo, envoyèrent des messages insistant sur la nécessité de mener des élections secrètes dans le parti, contre la pratique de la cooptation plutôt que de l'élection et le besoin général de démocratie interne au parti. Les Premiers Secrétaires continuaient à se comporter comme avant, indépendamment des résolutions du Plénum.

Pendant les quelques mois suivants, Staline et ses associés les plus proches ont essayé de détourner le centre d'attention d'une chasse aux ennemis internes - le plus grand souci des membres du CC - et de retourner à la lutte contre la bureaucratie dans le parti et à la préparation des élections des soviets. Pendant ce temps, « les

dirigeant locaux ont fait tout ce qu'ils pouvaient dans les limites des règles du parti (et parfois en les enfreignant) pour retarder ou changer la date des élections. » (Getty, "Excesses" 126; Zhukov, Inoy 367-71)

La découverte soudaine en avril-mai et au début de juin 1937 de ce qui semblait être une conspiration largement répandue *dans l'armée et la police* a poussé le gouvernement de Staline à réagir en état de panique. Genrikh Yagoda, le chef de la police secrète et du Ministre des Affaires Intérieures a été arrêté à la fin de mars 1937 et a commencé à avouer en avril. En mai et au début de juin 1937 des commandants militaires de haut rang ont avoué qu'ils étaient en train de conspirer avec l'état-major allemand pour vaincre l'Armée Rouge dans le cas d'une invasion par l'Allemagne et ses alliés et qu'ils étaient liés à des conspirations de personnalités politiques, y compris certaines qui occupaient toujours de hautes fonctions. (Getty, "Excesses" 115, 135; Thurston, 70, 90, 101-2; *Genrikh Yagoda*)

Cette situation était beaucoup plus sérieuse que toutes les autres auxquelles le gouvernement soviétique avait du faire face auparavant. Dans le cas des Procès de Moscou de 1936 et 1937, le gouvernement avait pris son temps pour préparer les procès et organiser un procès public avec un maximum de publicité. Mais la conspiration militaire a été traitée très différemment. Un peu moins de trois semaines passèrent à partir de la date de l'arrestation du Maréchal Mikhaïl Toukhatchevsky à la fin mai jusqu'au procès et à l'exécution de Toukhatchevsky et de sept autres commandants militaires de haut rang les 11 et 12 juin. Pendant ce temps-là des centaines de commandants militaires de haut rang sont rappelés à Moscou pour prendre connaissance des accusations contre leurs collègues – pour la plupart d'entre eux, leurs supérieurs – et pour écouter des analyses alarmées de Staline et du Maréchal Vorochilov, le Commissaire du Peuple pour la Défense et personnalité militaire occupant le rang le plus élevé dans le pays.

Au moment du Plénum de février-mars ni Yagoda ni Toukhatchevsky n'avaient encore été arrêtés. Staline et le Politburo voulaient que la Constitution soit le principal article à l'ordre du jour et ils furent mis sur la défensive par le fait que la plupart des membres du CC ont ignoré ce sujet, préférant mettre l'accent sur la bataille contre "les ennemis". Le Politburo projetait que les réformes constitutionnelles soient également le principal article à l'ordre du jour au Plénum suivant de juin 1937. Mais en juin la situation était différente. La découverte de complots fomentés par le chef du NKVD et par des dirigeants militaires les plus en vue pour renverser le gouvernement et tuer ses principaux membres, a changé entièrement l'atmosphère politique.

Staline était sur la défensive. Dans son discours du 2 juin à la session prolongée de l'armée soviétique (qui a eu lieu du 1er au 4 juin), il a décrit la série de conspirations récemment découvertes comme étant limitée et en grande partie traitée avec succès. Également lors du Plénum de février-mars, lui et ses partisans du Politburo ont minimisé le souci prépondérant des Premiers Secrétaires sur la question des ennemis de l'intérieur. Mais, comme Zhukov l'a noté, la situation "échappait lentement, mais résolument, de son [Staline] contrôle." (Staline, "Vystuplenie"; Zhukov, *Inoy Ch.* 16, *passim*; 411).

En juin 1937, le Plénum du Comité Central a commencé par des propositions pour exclure, d'abord, sept membres siégeant au C.C. et des membres candidats pour « manque de fiabilité politique », et ensuite 19 autres membres et membres candidats pour « trahison et activité contre-révolutionnaire » Ces dernières 19 personnes devaient être arrêtées par le NKVD. Incluant les dix membres expulsés sur des accusations semblables avant le Plénum par un vote des membres du C.C. (y compris ces commandants militaires qui avaient déjà été jugés, reconnus coupables et exécutés), cela signifiait que 36 des 120 membres et membres candidats du C.C. avaient été démis de leurs fonctions à partir du 1 mai.

Yakovlev et Molotov ont critiqué l'échec des dirigeants du Parti à organiser des élections indépendantes pour les soviets. Molotov a insisté sur le besoin d'écarter des révolutionnaires même honorés s'ils n'étaient pas préparés pour les tâches du moment. Il a souligné que les fonctionnaires des soviets n'étaient pas "des travailleurs de deuxième classe." Évidemment les dirigeants du parti les traitaient comme tel.

Yakovlev a révélé et critiqué l'échec des Premiers Secrétaires à organiser des élections secrètes pour les postes dans le parti, plutôt que des nominations ("cooptations"). Il a souligné que les membres du parti qui étaient élus comme délégués aux Soviets ne devaient pas être soumis au contrôle d'organisations du parti à l'extérieur des Soviets ni qu'on leur dicte la façon de voter. Ils ne devaient pas recevoir les consignes de voter de leurs supérieurs du parti, y compris des Premiers Secrétaires. Ils devaient être indépendants d'eux. Et Yakovlev insistait fortement sur le besoin « *de recruter à partir de la très riche réserve de nouveaux cadres pour remplacer ceux qui étaient devenus « ripoux ou bureaucratés »* Toutes ces déclarations constituaient une attaque explicite contre les Premiers Secrétaires. (Zhukov, *Inoy* 424-7; *Tayny*, 39-40, citant des documents d'archives)

La Constitution a été finalement rédigée et la date des premières élections a été fixée au 12 décembre 1937. La direction stalinienne a de nouveau insisté sur la nécessité de combattre la bureaucratie et de tisser des liens avec les masses. Cependant, rappelons que tout ceci suit l'expulsion rapide et sans précédent de 26 membres du C.C. dont dix-neuf d'entre eux furent directement accusés de trahison et d'activité contre-révolutionnaire. (Zhukov, *Inoy* 430)

Le plus révélateur est peut-être la remarque suivante de Staline, telle que citée par Zhukov :

À la fin de la discussion, quand le sujet porta sur la recherche d'une méthode plus impartiale de compter les bulletins de vote, [Staline] a fait remarquer qu'en Occident, grâce à un système multipartite, ce problème n'existait pas. Immédiatement ensuite il a soudainement prononcé une phrase qui a sonné très étrange à une réunion de ce type: "nous n'avons pas de partis politiques différents. Heureusement ou *malheureusement*, nous avons seulement un parti." [L'italique est de Zhukov] Et ensuite il a proposé, mais seulement comme une mesure provisoire, d'utiliser, dans un but de surveillance impartiale des élections des représentants, toutes les organisations sociales existantes *sauf du Parti Bolchevik*.... Le défi à l'autocratie du parti a été ainsi exprimé. (Zhukov, *Inoy* 430-1; *Tayny* 38)

La Parti Bolchevik était dans une crise sévère et il était impossible de croire à ce que les événements se déroulent sans problèmes. C'était la pire atmosphère possible pour se préparer à l'adoption des élections démocratiques - secrètes, universelles et plurielles -. Le plan de Staline pour réformer le gouvernement soviétique et le rôle du Parti Bolchevik à l'intérieur de celui-ci était voué à l'échec.

À la fin du Plenum, Robert Eikhe, le Premier Secrétaire du Kraï de Sibérie Occidentale (région de la république russe), a rencontré Staline en privé. Ensuite plusieurs autres Premiers Secrétaires l'ont aussi rencontré. Ils ont probablement exigé les énormes pouvoirs qu'on leur a accordé peu de temps après : l'autorisation de former "des troïkas", ou groupe de trois fonctionnaires, pour combattre les conspirations contre le gouvernement soviétique dans leur région. Ces troïkas avaient reçu un pouvoir d'exécution sans appel. Des limites en nombre pour ceux qui devaient être tués et pour ceux qui devaient être emprisonnés par décision de ces troïkas ont été fixés et accordés. Quand elles furent atteintes, les Premiers Secrétaires ont demandé des limites plus élevées qui leur ont été accordées. Zhukov pense qu'Eikhe aurait pu agir pour le compte d'un groupe officieux de Premiers Secrétaires. (Getty, "Excesses" 129; Zhukov, *Inoy* 435)

Quelles étaient les cibles de ces draconiens procès-par-troïka? Zhukov croit que ça devait être les *lishentsy*, les gens dont les droits de citoyenneté, y compris le droit de vote, avaient récemment été rétabli et dont les votes représentaient potentiellement le plus grand danger pour la continuité du pouvoir des Premiers Secrétaires. Zhukov écarte en grande partie l'existence de conspirations réelles. Mais des documents d'archives récemment publiés en Russie précisent que, au minimum, la direction centrale recevait constamment des rapports policiers très crédibles de conspirations, y compris des transcriptions de confessions. Certainement Staline et d'autres à Moscou croyaient que ces conspirations existaient. En l'état actuel mon opinion, *rejoignant celle de Zhukov*, est qu'au moins certaines des conspirations présumées ont vraiment existé et que les Premiers Secrétaires ont cru en elles. (Zhukov, *KP* le 13 novembre 02; *Inoy*, Ch. 18; "Repressii" 23; *Lubianka B*)

Une autre hypothèse est que quiconque était à ce moment là, ou avait déjà été impliqué dans un quelconque mouvement d'opposition était probablement considéré comme "un ennemi" potentiel et donc arrêté et interrogé par le NKVD, dont un membre faisait toujours partie de la troïka. Un autre groupe était formé par ceux qui exprimaient ouvertement de la méfiance ou de la haine envers le système soviétique dans son ensemble. Thurston apporte la preuve que de telles gens étaient souvent arrêtés immédiatement. Cependant, ceux qui exprimaient simplement des critiques de dirigeants locaux du parti, plus particulièrement lors des réunions de critiques convoquées à cette fin, n'étaient pas arrêtés, tandis que ceux qu'ils critiquaient, y compris des dirigeants du parti, l'étaient parfois. (Thurston, 94-5)

Contrairement à ceux qui soutiennent que les conspirations étaient des fantômes nées l'esprit paranoïaque de Staline – ou pire encore, des mensonges concoctés pour renforcer le pouvoir mégalomane de Staline, il y a beaucoup de preuves que des conspirations réelles ont existé. Les rapports des conspirateurs qui plus tard quittèrent l'URSS l'attestent. L'importante documentation de police concernant de telles conspirations, dont seulement une petite partie a été publiée, infirment fortement l'hypothèse que tout cela avait été monté de toutes pièces. En outre, les annotations de Staline sur ces documents attestent qu'il croyait à leur existence. (Getty, "Excès" 131-4; *Lubianka B*)

Getty résume de cette façon cette contradiction sans issue :

« Staline ne désirait pas encore reculer au sujet des élections plurielles et le 2 juillet 1937 La Pravda a sans aucun doute désapprouvé les secrétaires régionaux en publiant le premier décret instituant les nouvelles règles électorales, en promulguant et en mettant en vigueur les bulletins des élections plurielles, au suffrage universel et secrètes. Mais Staline a fait un compromis. Le même jour de la publication de la loi électorale, le Politburo a approuvé le lancement d'une opération massive contre les éléments dont les dirigeants locaux s'étaient précisément plaints et quelques heures plus tard, Staline a envoyé son télégramme aux dirigeants provinciaux du parti ordonnant l'opération koulak [contre les lishentsy – GF]. Il est difficile d'éviter de conclure qu'en échange de l'obligation faite aux dirigeants locaux du parti d'organiser les élections, Staline ait choisi de les aider en leur donnant l'autorisation de tuer ou de déporter des centaines ou des milliers « d'éléments dangereux. » ("Excesses" 126)

Indépendamment de l'histoire de ces purges, exécutions extrajudiciaires et déportations, Staline semble avoir cru qu'elles créeraient les conditions préalables pour des élections plurielles. Mais tout cela a en fait annulé toute possibilité pour de telles élections.

Le Politburo a d'abord essayé de limiter la campagne de répression en ordonnant qu'elle soit terminée dans les cinq jours. Quelque chose les a convaincus, ou contraints, d'autoriser le NKVD de prolonger la période pendant quatre mois – du 5-15 août au 5-15 décembre. Est-ce que c'était le grand nombre de ceux qui étaient arrêtés? La conviction que le parti faisait face à un grand nombre de conspirations et à une gigantesque menace interne? Nous ne connaissons pas les détails comment et pourquoi cette répression massive s'est développée et comment elle l'a fait.

C'était exactement la période durant laquelle la campagne électorale devait avoir lieu. Bien que le Politburo ait continué la préparation pour les élections plurielles et des règles fixant la façon dont les électeurs devraient indiquer leur choix et comment les fonctionnaires devraient mener à terme les élections, les fonctionnaires locaux ont en réalité contrôlé la répression. Ils pouvaient déterminer quelle opposition au parti – ce qui voulait dire, en grande partie à eux-mêmes – serait considérée comme "loyale" et celle qui nécessitait la répression, l'emprisonnement ou la mort (Getty, " Excesses," *passim.*; Zhukov, *Inoy* 435)

Les documents de première main montrent que Staline et la direction centrale du Politburo étaient convaincus que des conspirateurs antisoviétiques étaient actifs et qu'on devait s'occuper d'eux. C'est ce que les dirigeants régionaux du parti avaient affirmé pendant le Plénum de février-mars. A ce moment là, la direction Stalinienne avait minimisé ce danger et avait concentré l'attention sur la Constitution et sur la nécessité de se préparer pour de nouvelles élections et pour le remplacement de la vieille direction "bureaucratisée" par une nouvelle.

Lors du Plénum de juin, les Premiers Secrétaires étaient en position pour dire, en effet : "nous vous l'avions dit. Nous avons eu raison et vous avez eu tort. En outre, nous avons toujours raison – des conspirateurs dangereux sont toujours actifs, prêts à utiliser la campagne électorale dans leur tentative de fomenter une révolte contre le gouvernement soviétique." Cela s'est-il passé ainsi ? C'est possible mais nous ne pouvons en être certains.

Staline et la direction centrale n'avaient aucune idée de l'étendue de ces conspirations. Ils ne savaient pas ce que l'Allemagne Nazi ou le Japon fasciste feraient. Le 2 juin Staline a révélé lors de la réunion élargie de l'armée soviétique que le groupe de Toukhatchevski avait donné le plan opérationnel de l'Armée Rouge à l'état-major allemand. Ceci voulait dire que les Japonais, qui étaient liés par une alliance militaire ("l'Axe") et une alliance politique anti-communiste (le " Pacte Anti-Komintern" – en réalité, un pacte antisoviétique) avec l'Italie fasciste et l'Allemagne Nazi, l'avaient sans aucun doute aussi. Staline avait dit aux dirigeants militaires que les comploteurs voulaient faire de l'URSS "une autre Espagne", ce qui voulait dire une Cinquième Colonne intérieure coordonnée avec une armée fasciste d'invasion. Étant donné ce grave danger, la direction soviétique était déterminée à réagir avec force brutalité. (Staline, "Vystuplenie")

En même temps beaucoup de preuves suggèrent que la direction centrale (de Staline) voulait à la fois restreindre la répression par "les troïkas" exigée par les Premiers Secrétaires et continuer à mettre en œuvre les élections secrètes et plurielles de la nouvelle Constitution. Du 5 au 11 juillet, la plupart des Premiers Secrétaires ont suivi l'exemple d'Eikhe en envoyant les chiffres précis de ceux qu'ils voulaient supprimer – par l'exécution (la catégorie 1) ou l'emprisonnement (la catégorie 2). Soudainement le 12 juillet, le Commissaire adjoint du NKVD M.P. Frinovskii a envoyé un télégramme urgent à toutes les agences locales de la police : « Ne commencez pas l'opération pour réprimer les anciens koulaks. Je le répète, ne commencez pas. » (Getty, "Excesses" 127-8)

Les chefs locaux du NKVD ont été rappelés à Moscou pour des conférences, après que fut publié l'Ordre No. 00447. Cette longue instruction très détaillée à la fois élargissait les types de personnes soumises à la

répression (incluant essentiellement des prêtres, ceux qui s'étaient précédemment opposés au pouvoir soviétique et les criminels) et – en général – minimisant « les limites » ou nombres demandés par les secrétaires provinciaux. Tous ces faits suggéraient des désaccords et des luttes entre « le centre » – Staline et la direction centrale du Politburo – et les Premiers Secrétaires provinciaux. Clairement, Staline n'était pas responsable. (Ordre No 00447; Getty, "Excesses" 126-9).

Le Plénum du Comité Central d'octobre 1937 ratifia l'annulation finale du plan pour des élections plurielles. Un échantillon de bulletins, montrant plusieurs candidats, avait déjà été rédigé; plusieurs d'entre eux ont été conservés dans des archives diverses. Au lieu de cela, les élections au Soviets de décembre 1937 ont été mises en œuvre en partant du principe que les candidats du parti se présentaient sur des listes avec 20-25 % de candidats indépendants – autrement dit, une sorte d'"alliance", mais sans contestation. À l'origine les élections avaient été prévues sans listes de candidats; le vote devait seulement porter sur des individus, une méthode beaucoup plus démocratique. Zhukov a réussi à trouver dans les archives le document même que Molotov a signé, les 11 octobre à 18h00, annulant les élections plurielles. Ceci a représenté un important recul mais inévitable pour Staline et ses partisans dans le Politburo. (Zhukov, *KP* le 19 novembre 02; Zhukov, *Tayny*. 41; *Inoy* 443)

C'était aussi lors du Plénum du C.C en octobre que la première protestation contre les répressions massives a été prononcée par Peskarov, premier Secrétaire de Koursk:

« Ils [le NKVD ? La troïka ? – GF] ont condamné des gens pour de petites affaires ... illégalement et quand nous ... avons posé la question au C.C., les camarades Staline et Molotov nous ont fortement soutenus et ont envoyé une équipe de fonctionnaires de la Cour suprême et du bureau du Procureur pour passer en revue ces cas.... Et il s'est avéré que pour les trois semaines de travail de cette équipe 56 % des sentences dans 16 districts ont été annulées par l'équipe comme étant illégales. Qui plus est, dans 45 % des sentences il n'y avait aucune preuve qu'un crime avait été commis. » (Zhukov, *Tayny*, 43; italique ajouté)

Lors du Plénum de janvier 1938, Malenkov s'est livré à une vive critique du nombre élevé de membres du Parti expulsés et de citoyens condamnés, souvent sans même soumettre une liste de noms, mais seulement le nombre de condamnés! Postyshev, le Premier Secrétaire de Kouïbychev, a été congédié en tant que candidat membre du Politburo pour avoir soutenu qu'il y avait "à peine un seul homme honnête" parmi tous les fonctionnaires du parti.

Il semble que le NKVD était hors de contrôle, au moins dans de nombreux secteurs locaux. Sans aucun doute que les Premiers Secrétaires l'étaient aussi. (Zhukov, *KP* le 19 novembre 02; *Tayny*, pp. 47-51; Thurston 101-2; 112) Cependant, la direction du Politburo était toujours inquiète du fait qu'il y avait de réels conspirateurs dont on devait s'occuper. Le niveau des abus de NKVD n'était pas reconnu. Comme Zhukov le note, le rapport de Malenkov, blâmant les carriéristes à l'intérieur du parti pour les expulsions massives et les arrestations, a été suivi par ceux de Kaganovich et de Jdanov qui insistaient sur la lutte contre des ennemis et qui accordaient seulement une légère attention "à la naïveté et à l'ignorance" dans le travail "de Bolcheviks honnêtes."

La Pravda, sous le contrôle direct de la direction stalinienne, publiait toujours sur la nécessité de retirer au parti le contrôle direct des affaires économiques et sur le besoin de promouvoir des personnes indépendantes du parti dans des fonctions dirigeantes. (Zhukov, *Tayny* 51-2) Dans le même temps, Nikita Khrouchtchev qui était, en 1937, à la direction du Parti de Moscou, avait demandé l'autorisation d'exécuter 20000 personnes anonymes, est muté en Ukraine où, en moins d'un mois, il demande aux autorités de réprimer 30000 personnes. (Zhukov, *Tayny* 64 et voir. 23 et la suite)

Nikolai Yezhov, qui avait pris la tête du NKVD à la place de Genrikh Yagoda en 1936, semble avoir été de connivence avec les Premiers Secrétaires.

La répression massive de 1937-38 est tellement associée à son action qu'elle est toujours appelée la "Yezhovchtchina". Yezhov a été contraint de démissionner le 23 septembre 1938 et en novembre 1938 il a été remplacé par Lavrentii Beria.

Sous Beria un grand nombre d'officiers du NKVD et de Premiers Secrétaires responsables de milliers d'exécutions et de déportations furent jugés et souvent exécutés pour le meurtre de gens innocents et l'utilisation de la torture contre ceux qui étaient arrêtés. Les transcriptions des procès de certains de ces policiers qui ont utilisé la torture ont été publiées. Bon nombre de personnes condamnées et qui avaient été soit emprisonnées, soit déportées ou envoyées dans un camp ont été libérées. Beria aurait dit plus tard qu'on lui avait demandé instamment de « liquider la Yezhovchtchina. » Staline a dit au concepteur d'avions Yakovlev

que Yezhov avait été exécuté pour le meurtre de nombreuses personnes innocentes. (*Lubianka B*, Numéros 344; 363; 375; Mukhin, *Ubiystvo* 637; Yakovlev)

Il en est résulté des dommages incalculables pour la société soviétique, pour le gouvernement soviétique et pour le Parti Bolchevik. Ceci est bien connu depuis longtemps. Ce qui n'a pas été compris jusqu'à présent c'est que la mise sur pied des troïkas et de grands quotas pour les exécutions et les déportations, a été introduite sur l'insistance des Premiers Secrétaires, et non de Staline. La simultanéité de tous ces événements, la menace de la tenue d'élections à bulletins secrets et plurielles, le fait que le Comité Central ait réussi à forcer la direction de Staline à annuler les élections disputées, conduit Zhukov à penser que la volonté de se débarrasser « de la menace » d'élections plurielles a été une raison majeure des arrestations massives et des exécutions de la "Yezhovchtchina". (Zhukov, *KP*)

Rien ne peut absoudre Staline et ses partisans d'une grande part de responsabilité pour les exécutions – apparemment, plusieurs centaines de milliers – qui s'ensuivirent. Si ces gens avaient été emprisonnés plutôt qu'exécutés, nombre d'entre eux auraient pu faire réviser leur cas et auraient été libérés. Cependant, pour le sujet qui nous préoccupe ici, la question clef est : Pourquoi Staline a-t-il cédé aux demandes des Premiers Secrétaires pour qu'il leur soit donné aux "troïkas" les pouvoirs de vie et de mort? Quoiqu'il ne puisse trouver aucune excuse, il y avait certainement des raisons.

Aucun gouvernement ne peut se prévenir contre la trahison simultanée de commandants militaires de haut rang, de personnalités de haut niveau à la fois au gouvernement national et dans les gouvernements régionaux importants et par le chef de la police secrète.

Un nombre non négligeable de conspirations, impliquant à la fois des anciens et actuels dirigeants de haut niveau du parti et qui avaient des liens partout à travers le vaste pays, venait tout juste d'être découvert. Le plus inquiétant était l'implication de personnages militaires de haut niveau, avec la révélation de plans militaires secrets à l'ennemi fasciste. Les conspirateurs militaires avaient des contacts partout à travers l'URSS. La conspiration a impliqué également les niveaux les plus élevés du NKVD, y compris Genrikh Yagoda, qui l'avait dirigé de 1934 jusqu'en 1936 et qui avait été le commandant en second pendant quelques années avant 1934. On ne pouvait pas savoir à quel point la conspiration s'était répandue et combien de personnes étaient impliquées. La prudence était de soupçonner le pire.

Le Politburo et Staline lui-même étaient au sommet de deux grandes hiérarchies à la fois du Parti Bolchevik et du gouvernement Soviétique. Ce qu'ils connaissaient de l'état des affaires dans le pays reflétait ce que leurs subalternes leur disaient. Au cours des douze mois suivants ils ont réprimé nombre de Premiers Secrétaires, plus de la moitié d'entre eux ont été arrêtés. Pour la plupart, les accusations précises contre la majorité de ces hommes, ainsi que les dossiers de leurs interrogations et procès, doivent encore être déclassifiés, même dans la Russie post-soviétique et anti-communiste. Mais nous en savons maintenant assez à propos des résultats des enquêtes qui parvenaient à Staline et au Politburo pour avoir quelque idée de la situation alarmante à laquelle ils faisaient face. (*Lubianka B*)<p>

Le mode de fonctionnement du Parti Bolchevik est le centralisme-démocratique. Malgré son statut et sa popularité dans le pays, Staline (comme n'importe quel dirigeant du parti) pouvait ne pas être réélu par la majorité de membres du Comité Central. Il n'était pas en position d'ignorer des appels urgents par un grand nombre de membres du C.C.

Pour illustrer l'incapacité de Staline à empêcher les Premiers Secrétaires de faire fi des principes de l'élection démocratique, Zhukov cite un incident du Plénum d'octobre 1937 dont la transcription n'est toujours pas publiée. I.A. Kravtsov, le Premier Secrétaire du *kraikom* de Krasnodar [le comité régional – GF] était le seul à reconnaître et en détail, ce que ses collègues avaient fait en catimini depuis quelques semaines déjà. Il exposa comment les candidats choisis pour se présenter à la députation du Soviet Suprême de l'URSS étaient ceux qui convenaient aux intérêts de « la direction ».

« Nous mettons en avant nos candidats pour le Soviet Suprême » a déclaré Kravtsov en toute franchise.

« Qui sont ces camarades ? Huit sont des membres du parti; deux ne sont pas membres du parti ou sont membres du Komsomol [l'organisation de la jeunesse communiste]. De cette façon nous nous en sommes tenus au pourcentage de non-membres du parti prévu dans le projet de décision du CC. Professionnellement ces camarades sont répartis de cette façon : quatre employés du parti, deux employés des Soviets, un président de kolkhoze, un conducteur de moissonneuse-batteuse, un conducteur de tracteur, un ouvrier du pétrole...

Staline : qui d'autre, à part les conducteurs de moissonneuse-batteuse ?

Kravtsov : Parmi les dix il y a Yakovlev, le Premier Secrétaire du kraikom, [et] le président du comité exécutif du krai.

Staline : Qui vous a conseillé de faire cela ?

Kravtsov : Je dois dire, camarade Staline, que ceux qui m'ont conseillé sont ici, dans l'appareil du CC.

Staline : Qui ?

Kravtsov : Nous dans le C.C. avons contacté le président du comité exécutif de notre krai, le camarade Simochkine et il a obtenu l'approbation de l'appareil du C.C.

Staline : Qui ?

Kravtsov : Je ne peux pas dire, je ne sais pas.

Staline : C'est dommage que vous ne le sachiez pas, on ne vous a pas dit la vérité. »

(Zhukov, Inoy 486-7)

Évidemment tous les Premiers Secrétaire faisaient ce que seul Kravtsov a ouvertement avoué – le détournement du principe des élections secrètes aux Soviets, un principe pour lequel ils avaient eux-mêmes voté lors des Plénums précédents, mais avec lequel ils n'avaient jamais été vraiment d'accord. Ceci marque la défaite finale de Staline sur cette question de la réforme du système électoral et constitutionnel que lui et la direction centrale avaient soutenue pendant plus de deux ans.

La réforme démocratique a été enterrée. Le vieux système politique est demeuré en place. Le plan de Staline pour les élections plurielles avait échoué. « *Ainsi la tentative de Staline et de son groupe pour réformer le système politique de l'Union soviétique a abouti à un échec total.* » (Zhukov, Inoy 491)

Zhukov croit que, si Staline avait refusé la demande des Premiers Secrétaire d'attribuer des pouvoirs extraordinaire aux " troïkas", il – Staline – n'aurait très probablement pas été réélu, il aurait été arrêté en tant que contre-révolutionnaire et exécuté. « *... Aujourd'hui Staline serait compté parmi les victimes de la répression de 1937 et la commission d'A.N.Yakovlev aurait depuis longtemps présenté une pétition pour sa réhabilitation.* » (Zhukov, KP le 16 novembre 02)

En novembre 1938 Lavrentii Beria remplace effectivement Yezhov en tant que chef du NKVD. Les « troïkas » sont supprimées. Les exécutions extrajudiciaires arrêtées et ceux qui étaient responsables des nombreux terribles excès furent jugés exécutés ou emprisonnés. Mais la guerre s'approchait. Le gouvernement français refusait de prolonger l'alliance franco-soviétique qu'il avait signée (l'Union soviétique en voulait une beaucoup plus ferme). Les Alliés avaient cédé la Tchécoslovaquie à Hitler et aux fascistes polonais petit à petit, sans combat. L'Allemagne Nazie avait conclu une alliance militaire avec la Pologne fasciste avec l'intention d'envahir l'URSS. La Guerre civile espagnole, que les Soviétique avaient soutenue était perdue. L'Italie avait envahi l'Éthiopie et la Société des Nations n'avait rien fait. La France et la Grande-Bretagne encourageaient clairement Hitler, la plupart des pays de l'Europe de l'Est derrière lui, à envahir l'URSS. (*Lubianka B, No 365; Leibowitz*)

Le Japon, l'Italie et l'Allemagne avaient signé un traité de défense mutuel et un pacte "Anti-Komintern", tous les deux dirigés expressément contre l'URSS. Tous les pays européens qui avaient une frontière commune avec l'URSS – la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie – étaient des dictatures militaires de type fasciste. Une attaque japonaise en 1938 sur le Lac Khasan fit 1000 morts dans l'Armée Rouge. L'année suivante un assaut japonais beaucoup plus sérieux a été repoussé par l'Armée Rouge à Khalkin-Gol. Les victimes soviétiques furent au nombre de 17000, dont presque 5500 tués – ce n'était pas une petite guerre. Comme il s'avéra plus tard, cette guerre fut décisive et les Japonais ne se sont plus frottés aux Soviétiques par la suite. Mais le gouvernement soviétique ne pouvait pas l'imaginer. (*Rossia je SSSR v Voynakh*)

Après 1938, le gouvernement de Staline n'a pas essayé à nouveau de mettre en œuvre le système électoral démocratique prévu par la Constitution de 1936. Cela signifiait-t-il une opposition continue entre Staline et les Premiers Secrétaire dans le Comité Central? Ou une estimation que, la guerre s'approchant rapidement, de nouveaux efforts vers la démocratie devaient attendre des temps plus cléments ? Les preuves disponibles aujourd'hui ne permettent pas de conclure.

Cependant, une fois que Beria eut remplacé Yezhov en tant que chef du NKVD (officiellement en décembre 1938; en pratique, peut-être quelques semaines plus tôt) il y a eu un flot continu de réhabilitations. Beria libéra

plus de 100.000 prisonniers des camps et des prisons. Des procès de membres du NKVD accusés de torture et d'exécutions extrajudiciaires suivirent. (Thurston 128-9)

6. Pendant la guerre

Vers la fin de la deuxième guerre mondiale Staline et ses défenseurs du Politburo ont fait une nouvelle tentative pour soustraire le gouvernement soviétique du contrôle direct du parti Bolchevik. Voici comment Yuri Zhukov décrit cet incident :

« En Janvier 1944 ... pour la première fois pendant la guerre il y eut une convocation commune [du Comité central] et d'une session du Soviet suprême de l'URSS. Molotov et Malenkov ont préparé une ébauche d'un décret du Comité central selon lequel le parti serait légalement séparé du pouvoir. Serait maintenu seulement l'agitation et la propagande ; le Parti conserverait toutes ses prérogatives normales et sa participation au choix des cadres, prérogative également complètement normale. Mais elle interdisait simplement que le parti interfère dans l'économie et dans le fonctionnement des organes de l'état. Staline a lu l'ébauche, a changé six mots, et a écrit "approuvé". Ce qui s'est passé après reste un mystère.... C'était une nouvelle tentative de séparer le Parti et l'État, maintenant seulement les fonctions qu'il a vraiment accomplies pendant la guerre. L'ébauche a cinq signatures:

Molotov, Malenkov, Staline, Khrushchev, Andreev. Il n'y eut aucun enregistrement de cette séance, et nous pouvons seulement deviner le résultat du vote. Hélas, même le tout-puissant Comité d'état pour la défense, avec quatre membres dans le Politburo du Comité central, ne pourrait pas briser le vieil ordre des choses. Ceci confirme une fois de plus que Staline n'a jamais eu le pouvoir que les anti-Staliniens et les Staliniens lui attribuent ». (Zhukov, Kul'tovaia)

Nous ne savons pas comment cette « séparation » du parti d'avec l'État et l'économie aurait du être effectué. Vraisemblablement, sans doute, une autre méthode pour contrôler les organes de l'état a été envisagée. Est-ce que ceci aurait signifié un retour aux élections comme dans la constitution 1936 ?

Quelque soit la réponse à ces questions, il semble probable que le Comité central, composé en grande partie des premiers secrétaires du parti, ait à nouveau repoussé les plans de Staline pour un changement fondamental du système soviétique. Dans son "discours secret" Khrouchtchev a nié qu'un tel plénum ait eu lieu ! Puisque la plupart des membres du C.C. dans l'assistance savaient que c'était un mensonge, il se peut que le but de ce mensonge ait été de leur faire savoir tacitement que ce mouvement dangereux contre leur puissance « était maintenant formellement enterré. »

7. Après la guerre

Comme nous l'avons vu, Staline a pensé qu'un problème important pour l'URSS et le parti bolchevique était la situation "de double pouvoir". Le parti dirigeait réellement la société, pas le gouvernement. De plus en plus souvent, les fonctionnaires du parti ont exercé un contrôle ou joué un rôle de surveillance plutôt que celui de direction de la production.

Détacher le parti du contrôle direct de l'état servait un certain nombre d'objectifs :

Appliquer la constitution 1936 pour renforcer l'attachement de la population soviétique à l'état soviétique.

Recentrer le fonctionnement des établissements d'état sur les tâches pour lesquelles ils étaient qualifiés.

Empêcher la dégénérescence du parti – dans ses niveaux supérieurs – en une caste de carriéristes parasites et corrompus.

Jusqu'à la guerre le Politburo se réunissait au moins deux fois par semaine. En mai 1941 Staline est devenu le président officiel de l'état soviétique, remplaçant Molotov comme Président du Conseil des Commissaires du peuple ou Sovnarkom, l'organisme exécutif officiel du gouvernement de l'URSS.

Mais pendant la guerre l'URSS n'a été en réalité dirigée ni par cet organisme ni par le parti, mais par le *Comité d'état pour la défense* composé de Staline et de trois de ses collègues les plus proches. Pendant la guerre le Comité central a tenu seulement un plénum, tandis que non seulement pendant la guerre, mais également après elle, le Politburo s'est rarement réuni. Selon Pyzhikov, « *le Politburo n'a pas fonctionné pour des raisons pratiques* » Zhores Medvedev dissident soviétique croit savoir que le Politburo s'est réuni seulement 6 fois en

1950, 5 fois en 1951, et 4 fois en 1952. En fait, Staline a écarté le Politburo de la direction de l'état (Pyzhikov, 100 ; Medvedev, Sekretnyi).

Staline semble avoir négligé son rôle à la tête du Parti. Les plénums du CC sont devenus rares. Aucun congrès du parti ne s'est tenu pendant treize ans entre 1939 et 1952. Après la guerre Staline signait les décisions communes du parti et du gouvernement simplement comme Président du Conseil de Ministres (le nouveau nom du comité des Commissaires du peuple), laissant à l'un des deux autres secrétaires du parti, Zhdanov ou Malenkov signer au nom du parti (Pyzhikov 100)

L'autorité du parti restait importante. Mais peut-être c'était ainsi seulement parce que Staline était secrétaire général inamovible du Parti. Il fut le seul chef allié à rester au pouvoir après la guerre : Roosevelt était mort, et Churchill a été démis en 1945. Il n'y a aucune exagération de dire que, parmi les travailleurs, Staline était la personne la plus célèbre et la plus respectée dans le monde. Le mouvement communiste qu'il dirigeait était l'espoir de centaines de millions de personnes. Le mouvement communiste avait considérablement grandi en raison de la victoire sur le fascisme. Le grand prestige de Staline comme chef d'État conférait de l'autorité à l'appareil du parti (Mukhin, Ubiystvo 622 ; Ch. passim 13).

Les activités de Staline suggèrent qu'il essayait toujours de soustraire l'état du contrôle direct du Parti. Cependant, s'il en était ainsi, il a abordé cela avec précaution. Peut être nous pouvons avancer quelques raisons de cette prudence :

- Afficher un manque de confiance dans le parti serait un mauvais exemple aux autres pays du monde où les partis communistes n'avaient pas encore pris le pouvoir.
- Le Comité central et le nomenklatura s'y seraient opposés, comme elle l'a fait avant la guerre.

Par conséquent, ceci devrait être fait en douceur, avec aussi peu de tension que possible. (Mukhin, Ubiystvo 611)

8. L'ébauche du programme du parti de 1947

C'est probablement tout ce que nous pouvons savoir aujourd'hui sur les intentions de Staline sur la démocratisation. Alexandre Pyzhikov, un virulent historien anticomuniste et anti-Stalinien, a commenté des extraits d'une ébauche d'un programme de parti de 1947 pour promouvoir davantage de démocratie et d'égalitarisme en URSS. Ce fascinant plan et jusqu'ici tout à fait inconnu, n'a été jamais publié et n'est évidemment pas encore à la disposition d'autres chercheurs.

Voici la section citée in extenso par Pyzhikov :

« Le développement de la démocratie socialiste sur la base de la construction d'une société socialiste sans classes convertira de plus en plus la dictature du prolétariat en dictature des soviétiques. Car chaque membre de la population entière est graduellement entraîné dans la gestion quotidienne des affaires de l'état. La croissance de la conscience communiste de la population et de la culture, et le développement de la démocratie socialiste mènera à la disparition progressive des formes de contrainte dans la dictature du peuple soviétique, et à un remplacement progressif des mesures de contrainte par l'influence de l'opinion publique, à un rétrécissement progressif des fonctions politiques de l'état, à la conversion de l'état, principalement, en un organe de la gestion de la vie économique de la société. »

Pyzhikov récapitule d'autres sections de ce document non publié comme suit :

« En particulier [l'ébauche] concerne le développement de la démocratisation de l'ordre soviétique. Ce plan identifié en tant qu'essentiel le processus universel d'entraîner les travailleurs dans la gestion de l'état, dans la gestion de l'état comme activité quotidienne et sociale sur la base d'un développement régulier du niveau culturel des masses et d'une simplification maximale des fonctions de la gestion d'état. Cette ébauche propose dans la pratique de procéder à l'unification du travail productif avec la participation à la gestion des affaires de l'état, par la transition successive des fonctions [de la gestion d'état] à tous les travailleurs. Elle dissertait également sur l'idée de l'introduction de l'activité législative directe par le peuple, pour lequel ce qui suit était considéré essentiel :

Mettre en application le vote et la prise de décision au suffrage universel sur la majorité des questions les plus importantes de la vie gouvernementale dans les sphères sociales et économiques, aussi bien que dans des questions des conditions de vie et du développement culturel ;

Développer largement l'initiative législative de base, en accordant aux organismes sociaux les droits de soumettre au soviet suprême des propositions sur de nouvelles lois ;

c) Confirmer le droit des citoyens et des organisations sociales à soumettre directement des propositions au Soviet suprême sur les plus importantes questions de politique interne et internationale. »

Le principe de l'élection des dirigeants n'était pas ignoré. Le plan du programme de parti soulevait la question de la réalisation, selon le degré de développement vers le communisme, du choix de tous les membres responsables de l'appareillage d'état par élection, des changements du fonctionnement d'une série d'organes d'état en vue de les convertir de plus en plus en établissements responsables de la comptabilité et de la surveillance de l'économie dans son ensemble. Pour cela le développement du maximum possible d'associations sur la base du volontariat et indépendantes était considéré comme important. L'attention portait sur l'importance de l'opinion publique dans la réalisation de la transformation communiste de la conscience de la population, du développement, sur la base de la démocratie socialiste parmi les larges masses populaires, "du citoyen socialiste", de "l'héroïsme du travail," et des "valeurs de l'armée rouge. » [Les expressions mises entre côtes sont du fait de l'auteur – GF]

Toujours selon Pyzhikov, Zhdanov a rendu compte du travail de la commission de planification au plénum du Comité central de février 1947. Il a proposé de réunir le 19ème congrès du parti à la fin 1947 ou 1948. Il a également présenté un plan pour simplifier les convocations des conférences de parti une fois par an, avec "le renouvellement obligatoire" d'au moins un sixième des membres du Comité central. Si ce renouvellement en un "turn over" des membres de C.C. étant appliqué, ceci aurait signifié que les premiers secrétaires et d'autres chefs de parti dans le C.C. auraient été moins inamovibles, permettant à du sang neuf d'irriguer le principal corps du parti, facilitant la critique des chefs du parti (Pyzhikov 96).

Ce plan "hardi" fait écho à plusieurs des idées du « dépérissement de l'état » envisagé dans les séminaires de Lénine sur *l'état et la révolution*, qui à son tour développe des idées avancées par Marx et Engels. En proposant la participation directe à toutes les décisions essentielles de l'état aux soviétiques et à leurs organisations populaires, et le "renouvellement" – avec au moins le remplacement – d'au moins 1/6 du Comité central chaque année par une conférence du parti, ce plan de parti envisageait le développement de la démocratie dans l'état et dans le parti lui-même.

Mais ce plan n'a pas été appliqué. Comme avec les propositions précédentes pour la démocratisation de l'état soviétique et du parti, nous ne connaissons pas les détails de la façon dont ceci s'est produit. Il a été rejeté probablement au plénum du Comité central. Le 19ème congrès du parti a été reporté en 1952. Encore une fois, nous ne savons pas pourquoi. La nature de cette ébauche de plan suggère que l'opposition du Comité central - les premiers secrétaires - puisse en avoir été la cause .

9. Le Dix-neuvième Congrès du Parti

Il s'avère que la direction de Staline a fait un dernier effort pour détacher le parti du contrôle direct de l'état au 19ème congrès en 1952 et juste après au plénum du Comité central. En commençant par Khrouchtchev, la nomenklatura du parti a essayé de détruire toute mémoire de ce congrès, et à déplacer immédiatement et supprimer ce qui y a été fait. Sous Brejnev les transcriptions de tous les congrès du parti jusqu'au 18ème ont été publiés. Celles du 19ème congrès n'ont jamais été éditées à ce jour. Staline a prononcé seulement un court discours au congrès qui a été publié. Mais il a fait un discours de 90 minutes au plénum du Comité central qui l'a suivi immédiatement. La transcription de ce plénum et du discours n'ont jamais été édités, excepté des extraits très courts de ce dernier .

Staline a demandé au congrès de changer les statuts du parti et sa structure d'organisation. Parmi ces changements :

- Le nom : "parti communiste (bolchevique) de Toute l'Union" a été officiellement changé en "parti communiste de l'Union Soviétique" s'alignant sur les appellations de la plupart des autres partis communistes dans le monde, rattachant le nom du Parti au pays.
- Un "Présidium" a remplacé le Politburo du Comité central. Ce nom est conforme aux appellations des autres organes représentatifs (les C.C.) – comme, par exemple, le Présidium du Soviet suprême. L'appellation « politique" a été supprimée -- après tout, le parti dans son ensemble était politique, et pas simplement le principal organe.

Sans doute ils préparaient un organisme chargé de diriger seul le parti et pas le parti et l'état. Le Politburo était un corps de représentants d'origine diverse. Il comprenait le Président du Conseil de Ministres (le chef du corps exécutif de l'état – c'est-à-dire, le chef d'État); le Président du Présidium du Soviet suprême (le chef du corps législatif); le secrétaire Général du parti (Staline); un ou deux secrétaires supplémentaires du Parti; et un ou deux ministres de gouvernement. Les décisions du Politburo étaient impératives pour le gouvernement et le Parti.⁴ Par conséquent, par rapport à la position pratiquement suprême du Politburo dans le pays, le rôle du Présidium a été considérablement réduit. Puisque le chef d'État et le président du Soviet suprême n'avaient pas de sièges réservés en son sein, le Présidium devait être le principal organisme du parti communiste seulement.

D'autres changements ont été réalisés : Le poste de secrétaire Général – occupé par Staline – a été supprimé. Maintenant Staline était seulement un de 10 secrétaires du parti . Tous appartenaient au nouveau Présidium, qui maintenant comportait 25 membres et 11 candidats-membres. C'était beaucoup plus que les 9-11 membres de l'ancien Politburo. Sa plus grande taille lui donnait davantage un caractère délibératif qu'un corps ou de nombreuses décisions exécutives pouvaient couramment et rapidement être prises.

La plupart des membres de ce Présidium semblent avoir été des membres du Parti, fonctionnaires du gouvernement, et non les principaux chefs du parti.

Khrushchev et Malenkov plus tard se sont demandés comment Staline pouvait avoir entendu parler des membres qu'il a présenté pour le premier Présidium, puisqu'ils n'étaient pas les chefs bien connus du parti (c.-à-d. pas les premiers secrétaires). Vraisemblablement, Staline les a nommés en raison de leurs positions dans l'état - par opposition au leadership du parti .

Staline a associé sa démission comme Secrétaire Général du parti, présenté au 19ème congrès, avec sa proposition, au plénum du CC qui a suivi, de démissionner du Comité Central, gardant seulement le poste de chef de l'État (Président du Conseil de Ministres).

Si Staline ne siégeait pas au sein du Comité central, mais était seulement chef d'État, les fonctionnaires de gouvernement ne se sentiraient plus contraints d'en référer au Présidium, le corps le plus élevé du Parti. L'acte de Staline enlèverait l'autorité des fonctionnaires du Parti, dont l'intervention dans l'état était inutile, en termes de production. Sans Staline à la tête du parti, le leadership du parti, le nomenklatura, aurait eu moins de prestige. Les candidats du parti, ne seraient plus appelés à élire - en fait simplement à cautionner – les candidats recommandés par les premiers secrétaires et par le Comité central.

Dans cette perspective la démission de Staline du Comité central aurait pu être un désastre pour la nomenklatura. Celle-ci peut avoir estimé qu'elle était protégée contre la critique impitoyable des communistes de base par l'ombre de Staline." Cela signifiait à l'avenir, que seuls les personnes compétentes et capables auraient pu rester dans la nomenklatura du parti, comme dans l'appareil d'état (Mukhin, Ubiystvo 618-23).

L'absence d'une transcription publiée suggère que des événements se soient produits à ce plénum, et que Staline ait dit des choses dans son discours, que la nomenklatura n'a pas souhaité rendre public. Cela indique également – et il est important de le souligner ceci – que **Staline n'était pas "tout-puissant"** . Par exemple, la sérieuse critique que Staline fait de Molotov et de Mikoyan à ce plénum n'a été éditée que longtemps après sa mort.

Le célèbre écrivain soviétique Konstantin Simonov était présent en tant que membre de C.C. Il a enregistré la réaction choquée et la panique de Malenkov quand Staline a proposé un vote pour qu'il soit libéré du poste de secrétaire du Comité central. (Simonov, 244-5). Confronté à une opposition bruyante, Staline n'a pas insisté

Dès qu'ils purent le faire, la direction du Parti a pris des mesures pour annuler les décisions du 19ème congrès du parti. Lors de sa réunion du 2 mars, alors que Staline était encore vivant, bien que sans connaissance, un Présidium réduit – essentiellement, les vieux membres de Politburo – se sont rencontrés à la datcha de Staline. Là ils ont pris la décision de réduire le Présidium à 10 membres, au lieu de 25. C'était, fondamentalement, le vieux Politburo qui était reformé. Le nombre de secrétaires du Parti a été à nouveau réduit à cinq. Khrouchchev a été nommé "coordinateur" du secrétariat, et puis, cinq mois plus tard, "premier secrétaire." Enfin en 1966 le Présidium a été changé de nouveau en Politburo.

Pendant le reste de l'histoire de l'URSS le parti a continué à régner sur la société soviétique, ses éléments les plus haut placés ont formé une strate corrompue, auto-sélectionnée, et auto-expensive d'élites privilégiés. Sous Gorbachev ce groupe régnant a supprimé l'URSS, s'octroyant la richesse économique et la conduite politique de la nouvelle société capitaliste. En même temps elle a détruit l'épargne, et a volé les prestations sociales de la classe ouvrière et des paysans soviétiques et tout ce que leur travail avait créé, en s'appropriant

l'immense richesse publique de l'URSS. Cette même ancienne nomenklatura continue aujourd'hui à diriger l'État post soviétique.

10. Lavrentii Béria

Béria est la figure la plus calomniée de l'histoire soviétique. Par conséquent l'inversion du jugement historique au sujet de la carrière de Béria qui a commencé rapidement après la fin de l'Union Soviétique est bien plus dramatique que la réévaluation du rôle de Staline qui est le sujet principal de cet article.

Les "cent jours" de Béria – exactement 112 jours, de la mort de Staline le 5 mars 1953 à la destitution de Béria le 26 juin - sont le témoin du début d'un grand nombre de réformes spectaculaires. Si la direction soviétique avait permis à ces réformes de se développer entièrement, l'histoire de l'Union Soviétique, du mouvement communiste international, de la guerre froide – en bref, la dernière moitié du 20ème siècle – aurait été nettement différent.

Les initiatives de la réforme de Béria comportaient au moins la liste qui suit, toutes ces mesures méritent et cela est réalisé pour une partie d'entre elles, une étude approfondie même si le gouvernement russe interdit l'accès à la plupart des sources primaires essentielles sur le sujet même aux chercheurs de confiance :

- La réunification de l'Allemagne en tant qu'état non-socialiste et neutre, une étape qui aurait été extrêmement populaire parmi des Allemands, et une perspective fâcheuse pour les alliés de l'OTAN, y compris les États-Unis.
- La Normalisation des relations avec la Yougoslavie, contre son engagement à rompre son alliance tacite avec l'Ouest et à renouer avec le Kominform.
- Une politique de nationalités qui s'opposait à la "russification" dans les territoires récemment annexés de l'Ukraine occidentale et des états baltes, ainsi que le but de renouer avec, au moins, certains groupes d'émigrés nationalistes. Une réforme de la politique sur les nationalités dans les régions non-Russes comprenant la Géorgie et Biélorussie.
- Des réhabilitations et des compensations pour ceux qui avaient été injustement condamnées par les corps juridiques spéciaux (les troïkas, le NKVD et "les Commissions spéciales") pendant les années 30 et les années 40. Sous Béria ce processus se serait déroulé très différemment de la façon qu'il a été plus tard effectué sous Khrouchtchev, qui a "relancé la carrière" de beaucoup de ceux qui étaient incontestablement coupables.

Certaines autres réformes de Béria ont été en grande partie effectuées, incluant :

- L'amnistie pour un million de détenus pour crimes contre l'état.
- La fin des enquêtes sur le "complot des médecins; la reconnaissance que les accusations avaient été injustes et la punition des fonctionnaires de NKVD impliqués, avec l'exclusion du Comité central de Kruglov, ancien chef du NKVD,.
- Limiter les pouvoirs "de la Commission spéciale" du NKVD pour les condamnation à mort ou pour de longues périodes de prison.
- La lutte non seulement contre le "culte " de Staline mais contre les "cultes" des chefs en général, interdisant l'affichage des portraits des chefs lors des rassemblements. Ceci a été annulé par la direction du parti peu de temps après la destitution de Béria.

11. Les actions de Béria vers la réforme démocratique

Officiellement, Béria a été arrêté par les membres de Politburo plus quelques généraux le 26 juin 1953. Mais les détails de cette arrestation supposée sont sombres, et des versions contradictoires existent.

Quoi qu'il en soit, le plénum du CC de juillet 1953 a été consacré à accuser Béria de divers crimes, Mikoyan déclara :

Quand il [Béria] a fait son exposé sur la place rouge au-dessus de la tombe du camarade Staline, après son discours, je lui aie dit : Dans ton discours il y a un endroit dans lequel tu garantis à chaque citoyen les droits et

les libertés prévues dans la constitution. Même dans le discours d'un simple orateur ce n'est pas anodin, et dans le discours d'un ministre de l'intérieur - c'est un programme d'action, tu dois l'accomplir.' Il m'a répondu : 'et je l'accomplirai.' (Béria 308-9 ; Mukhin 178)

Béria a dit quelque chose qui avait alarmé Mikoyan. Apparemment c'était le fait que, à ce moment crucial, dans son discours de la place rouge qui faisait référence à la constitution, Béria n'a fait aucune référence au parti communiste, et parlé seulement du gouvernement soviétique. Béria a parlé en second lieu après Malenkov, un signe public qu'il était maintenant la personne de deuxième rang de l'état soviétique. Il avait dit : Les ouvriers, les paysans de kolkhoz, l'intelligentsia de notre pays peuvent travailler paisiblement et avec confiance, sachant que le gouvernement soviétique le leur garantit fermement sans délais comme le prévoit la constitution de Staline.... Et désormais la politique étrangère du gouvernement soviétique appliquera la politique Léniniste-Staliniène de préservation et de renforcement de la paix... (Béria – discours).

Mukhin suggère la compréhension plausible suivante de ce passage :

Les simples auditeurs ne pouvaient comprendre la portée réelle du discours de Béria , mais pour la nomenklatura du parti c'était un coup de poignard. Béria prévoyait de diriger le pays sans le parti, c'est à dire sans la nomenklatura ; il a promis au peuple la garantie de ses droits, non par le Parti, mais par une certaine constitution ! (Mukhin, 179)

À cet même plénum de juin 1953, Khrouchtchev a dit :

Se rappeler, ce que Rakosi [chef communiste hongrois] a déclaré : Je voudrais savoir ce qui est décidé au Conseil de Ministres et ce qui est décidé au sein du Comité central, quel genre de partage peut-il y avoir...

Béria alors négligemment dit : Quel Comité Central ? Laissons le Conseil de Ministres décider, et laissons le Comité central se concerner sur les cadres et la propagande. (Béria 91)

Plus tard à ce même plénum Lazar Kaganovich a développé le point de vue de Khrushchev :

« Le parti pour nous est la chose la plus importante. Personne n'est autorisé à parler comme cette canaille [Béria]: le Comité Central s'occupe des cadres et de la propagande, pas de la direction politique, pas de la conduite de toute la vie comme nous, Bolcheviks, le comprenons. » (Béria 138)

Ces hommes semblent avoir cru que Béria prévoyait de supprimer la prérogative du parti à diriger directement le pays. C'est une position très semblable à celle pour laquelle Staline et ses partisans avaient lutté pendant les discussions constitutionnelles de 1935-37. On peut le voir encore dans l'ébauche de programme du parti de 1947 et dans la restructuration par Staline du parti bolchevique au 19ème congrès de parti et au plénum du Comité central seulement quelques mois auparavant.

Le fils de Béria, Sergo, affirme que son père et Staline s'étaient entendus sur la nécessité de détacher le Parti de la gestion directe de la société soviétique.

« Les relations de mon père avec les organes du parti étaient compliquées.... IL n'a jamais caché ses positions sur l'appareil du parti. Par exemple, il a dit directement à Khrouchtchev et Malenkov que l'appareil du parti corrompt les personnes. Il était tout à fait nécessaire au début, quand l'état soviétique venait tout juste d'être créé. Mais, mon père leur a demandé, qui a besoin de ces contrôles aujourd'hui ? »

Il a eu des entretiens avec la même franchise avec des directeurs de l'industrie et des usines qui, naturellement, ne se sont pas inquiétés du « ne rien changer » du Comité central.

Mon père était franc avec Staline aussi. Joseph Vissarionovich a convenu que l'appareil du Parti s'était détaché lui-même de la responsabilité des sujets concrets et ne fait que discuter. Je sais qu'une année avant sa mort, quand Staline a présenté la nouvelle organisation du Présidium du Comité central, il a fait un discours dont le point principal était qu'il était nécessaire de trouver de nouvelles formes pour diriger le pays, que les vieilles manières n'étaient pas les meilleures. Une discussion sérieuse a eu lieu à ce moment-là au sujet de l'activité du Parti. » (Sergo Béria : Mon père Lavrentii Béria)

La réforme prévue de Béria du rapport de État-Parti aurait probablement été très populaire dans les rangs communistes, sans parler de la majorité de citoyens de Soviétique sans parti. Mais pour la nomenklatura c'était une menace.

Mukhin l'explique de cette façon :

« Béria n'a pas hésité à développer ouvertement l'idée que le pays doit être dirigé, au sommet et dans les localités, par les Soviétiques, comme la constitution le prévoit, et le parti doit être un organe idéologique qui, par la propagande, garantirait par son action que les députés des Soviétiques à tous les niveaux seraient des communistes. Béria a proposé de redonner à la constitution son plein sens, avec son slogan "tout le pouvoir aux Soviétiques!" Tant que Béria fonctionnait exclusivement dans la sphère des idées, cela était désagréable pour le nomenklatura, mais à peine effrayant. Comme elle avait le pouvoir de choisir les délégués au Soviet suprême elle les instruirait de telle manière que les idées de Béria ne puissent pas être mises en œuvre. Mais, si Béria ne permettait pas aux secrétaires et au Comité central de contrôler les élections et les sessions du Soviet suprême, quel genre de décision les députés pourraient-ils prendre ? » (Ubiystvo 363-4)

En prenant ces positions, logiquement Béria s'est sérieusement aliéné la majeure partie de la nomenklatura du parti. (Ubiystvo 380) Khrouchtchev a représenté les intérêts de la nomenklatura, ou pour le moins, d'une grande partie. Et Khrouchtchev avait un concept tout différent de la "démocratie." Le célèbre réalisateur Mikhaïl Romm a enregistré les paroles de Khrouchtchev lors d'une réunion avec des intellectuels :

« Naturellement nous tous ici vous ont écouté, parlé avec vous. Mais qui décidera ? Dans notre pays le peuple doit décider. Et le peuple qui est ce ? C'est le parti. Et qui est le parti ? C'est nous. Nous sommes le parti. Cela signifie que nous déciderons. Je déciderai. Vous comprenez ? » (Alikhanov)

Comme Mukhin le dit : « le parti, comme organisation de millions de communistes, était loin. Le groupe de personnes à son sommet est devenu le parti. » (Mukhin, Ubiystvo 494)

12. Les décès de Staline et de Béria... et d'autres ?

En plus des circonstances mystérieuses de la mort de Béria il semble évident qu'on a laissé mourir Staline sur le plancher du bureau dans sa datcha après une crise, et peut-être, même l'a-t-on empoisonné. Nous n'avons pas le temps ou l'espace pour examiner cette question ici.

Cependant, pour notre propos ce n'est pas nécessaire. Cette version largement répandue parmi des Russes de tous camps politiques prouve que beaucoup de Russes croient que les décès de Staline et de Béria étaient commodes pour le nomenklatura. Le fait que Béria, comme Staline, a prôné une perestroïka communiste – une "restructuration," politique, non économique, du pouvoir, au lieu de la super exploitation capitaliste et de la tonte du pays qui a eu lieu sous le nom de perestroïka jusqu'à la fin des années 1980 est tout à fait indépendant qu'ils aient ou non été assassinés.

Le résultat immédiat des échecs de Staline et de Béria pour la démocratisation devait laisser l'URSS sous la direction du parti. La démocratie ouvrière n'a pu s'installer en URSS. Les chefs supérieurs du parti ont continué à monopoliser toutes les positions importantes, y compris dans l'état et l'économie, et se sont développés en strate entièrement parasite et exploiteuses ayant des fortes similitudes à leur alter ego des pays capitalistes.

Pratiquement cette couche est toujours au pouvoir aujourd'hui. Gorbatchev, Yeltsine, Poutine, et le reste des chefs de la Russie et des anciens états soviétiques sont d'anciens dirigeants du parti. Ils ont dominé les citoyens de l'Union Soviétique en fonctionnaires super-privilegiés. Puis, sous la conduite de Gorbatchev, ils ont organisé la privatisation de tous les moyens de production collectifs qui appartenait à la classe ouvrière de l'URSS, appauvrissant non seulement les ouvriers, mais aussi une grande partie des classes moyennes dans le processus. Ce fut la plus grande expropriation de l'histoire du monde. Le nomenklatura du parti a détruit l'Union Soviétique (Bivens Et Bernstein ; O'Meara ; Williamson)

Pour dissimuler leurs responsabilités dans les exécutions massives des années 30, leur opposition aux tentatives de démocratisation de Staline, leurs refus de mettre en application les réformes de Staline et de Béria- en bref, pour dissimuler leur refus de démocratiser l'Union soviétique -Khrouchtchev et les chefs supérieurs du parti ont chargé Staline de tout, mentant au sujet de l'existence de conspirations sérieuses en URSS dans les années 30, et dissimulant leurs propres rôles dans les exécutions de masse qui s'en suivirent.

Le discours "secret" de Khrouchtchev de 1956 fut le plus grand coup porté au mouvement communiste mondial dans l'histoire. Il a encouragé partout les anticommunistes, qui ont déclaré que pour une fois voilà un chef communiste qu'on pouvait croire. Les Documents révélés depuis la fin de l'URSS indiquent clairement que pratiquement chaque accusation de Khrouchtchev contre Staline dans ce discours était un mensonge. Cette étude, en fait, nous contraint de rechercher les vraies raisons qui ont poussé Khrouchtchev à attaquer Staline de cette manière. Les chercheurs russes ont déjà prouvé que les charges contre Béria citées par Khrouchtchev

et ses acolytes de la direction soviétique sont ou fausses, ou manquent complètement de crédibilité. Béria a été juridiquement assassiné pour les raisons que ses meurtriers n'ont jamais indiquées. L'ensemble de ce « corps des mensonges » entourant les deux événements nous contraint à nous demander : Que s'est-il vraiment passé? L'essai actuel suggère une réponse.

13. Conclusions et future recherche

Étant donné que Staline a explicitement éliminé la mise en concurrence de partis politiques dans son plan pour des élections plurielles, il est normal de se demander : Comment le résultat pouvait-il être "démocratique" si Staline s'était avancé sur cette voie ? Les réponses aux questions au sujet de la démocratie doivent commencer par une autre question: "qu'entend-t-on par 'démocratie'?"

Dans le monde capitaliste elle signifie un système où les partis politiques sont en concurrence dans les élections, mais dans tous ces partis politiques sont dirigés par une élite, extrêmement riche, et fortement autoritaire sur les gens et les groupes. La "démocratie" ne signifie pas que le capitalisme lui-même pourrait être par le vote dépossédé de son pouvoir. Cette "démocratie" est une forme et une technique de domination de classe des capitalistes – en bref, un "manque de démocratie."

Les élections plurielles parmi les citoyens et des groupes de citoyen, dans les limites de l'acceptation de la domination de la classe ouvrière, pouvaient-elles avoir lieu en URSS ? Peuvent-elles fonctionner dans une certaine future société socialiste ? Quel est le rôle "de la démocratie représentative," c'est-à-dire, des élections, dans une société qui vise la société sans classes ? Puisque les dispositions de la constitution 1936 n'ont été jamais mises en œuvre en URSS, nous ne pourrions jamais savoir ce qu'auraient été les forces et les faiblesses de cette proposition. Marx et Engels ont fait des déductions importantes au sujet de la nature de la démocratie prolétarienne basée sur leur étude de la pratique de la commune de Paris. C'est une tragédie que nous n'ayons pas eu une expérience similaire pour des élections plurielles dans l'Union soviétique du temps de Staline. Sans aucun doute il y aurait eu des points forts et des faiblesses qui nous auraient beaucoup appris.

Les études motivées par l'anticommunisme politique continueront à vivre dans le vieux et le faux, car le paradigme "anti-Stalinien" de Khrouchtchev/guerre froide n'a pas été encore suffisamment critiqué.

Mais le processus d'interprétation de l'histoire de l'Union soviétique à la lumière de la pléthore de documents soviétiques autrefois secrets a depuis longtemps commencé en Russie. Il se développera bientôt ailleurs. Le but primaire de cet essai est de présenter ce processus à d'autres.

Tout de suite, un point heurtera presque chaque lecteur. Par le "culte de la personnalité," et l'idolâtrie dont Staline faisait l'objet, nous avons été conditionnés à penser Staline comme un "dictateur tout-puissant." Cette caractéristique fondamentalement erronée du paradigme historique de la guerre froide/Khrouchtchévienne, qui éclate par la recherche historique rapportée ici, a fatalement déformé notre compréhension de l'histoire soviétique. En fait, Staline n'a jamais été "tout-puissant." Il était coincé par les efforts combinés d'autres chefs de parti. Il n'a jamais pu atteindre son but pour des réformes constitutionnelles. Ni capable de commander les premiers secrétaires et le NKVD local.

Le "culte" a déguisé ces luttes politiques. Les transcriptions des plénums du Comité central prouvent que, bien que les dirigeants bolcheviques s'étaient parfois opposés à Staline, cela ne s'est produit que très rarement. Les conflits politiques n'ont pas été clairement traités et résolus. Au lieu de cela ils ont été traités sous d'autres formes. Certains de ces conflits furent informels, c'est qu'évidemment le cas avec les premiers secrétaires en juillet 1937. Certains ont été traités par des méthodes de police, les désaccords politiques étant interprétés en tant qu'opposition hostile.

Quel que soit le mécanisme, l'effet du "culte" a été autoritaire et profondément antidémocratique. Staline semble être l'un des rares dirigeants soviétiques à l'avoir compris jusqu'à un certain degré. Durant toute sa vie il a condamné le "culte" de nombreuses fois clairement, bien qu'il n'ait jamais vraiment entrevu son inévitable nocivité.

Les conclusions que nous faisons, presque entièrement sur la base d'autres recherches, suggèrent quelques domaines importants qui restent à explorer.

– Quelle forme peut prendre la "démocratie" dans une société socialiste avec le but d'aller vers une société sans classes ? Est-ce que la mise en œuvre de la constitution 1936 envisagée par Staline aurait travaillé à la fois pour démocratiser l'Union soviétique et pour redonner au Parti bolchevique son rôle original, en tant

qu'organisation de véritables révolutionnaires dont le travail principal était de mener le pays vers le communisme ? Ou bien ce modèle comporte-t-il nombre de concepts bourgeois de la démocratie capitaliste qui aurait pu accélérer plutôt qu'empêcher, l'évolution de l'URSS vers le capitalisme ?

– Quel est le rôle approprié d'un parti communiste dans une telle société ? Quelles sont les formes spécifiques de direction politique qui sont compatibles avec la responsabilisation démocratique de la classe ouvrière ? Quelle forme de direction politique (et économique) est en contradiction avec ces buts ?

Une fois que nous avançons l'idée que des élections et un gouvernement "représentatif" sont suffisant pour que l'état exprime les intérêts des ouvriers et des paysans, il s'ensuit que la constitution 1936, même si elle avait été mise en application, n'aurait pas mieux réalisé cette tâche. Ceci pourrait suggérer que la "solution" ne soit pas de rendre l'état plus fort et le parti plus faible – comme semblent le penser Staline et Béria. Les marxistes pensent que l'état est dominé par une classe ou par une autre. Ainsi si une nouvelle classe émerge de la strate supérieure du parti, ou de n'importe quelle autre partie de la société, elle régnera, et changera l'essence de l'état pour rendre sa domination plus efficace. Ceci suggère en fait que la distinction entre parti et état est artificielle et trompeuse, et devrait être éliminée.

– le terme "bureaucratisme /bureaucratie," pose un autre genre de problème et en cache d'autres.

Je propose que les deux questions ci-dessus – démocratie et rôle du parti – nous engagent d'une manière plus fructueuse et plus Matérialiste, à réfléchir au problème du rapport entre la partie organisée et politiquement consciente et la partie moins organisée et moins politiquement consciente, mais économiquement productive de la population d'une société socialiste ou communiste.

– Les bolcheviques généralement et Staline ont fait une grande distinction entre la politique et la qualification technique ou l'éducation. Mais ils n'ont jamais clairement traité la contradiction entre le "rouge" et l'expert," comme cette contradiction a été nommée pendant la révolution culturelle chinoise. L'idée partagée pratiquement par tous les socialistes que la direction politique pourrait être séparé des connaissances techniques et de la production est le reflet, en partie, de la notion erronée que la "technique" – la science – est politiquement neutre, et si elle était utilisée correctement dans la sphère économique les résultats seraient nécessairement politiquement de "gauche" ou "communiste."

Le dilemme de la contradiction état-parti découle de cette conception.

– Que signifie " démocratie à l'intérieur du Parti" dans le contexte d'un parti communiste ? En URSS, nombre des forces d'opposition dont les positions ont été défaits aux conférences et dans les congrès du parti dans les années 20 ont dérivées vers la conspiration, visant finalement l'assassinat des dirigeants du parti, vers les coups d'état, la collaboration avec l'ennemi et l'espionnage pour des puissances capitalistes hostiles. En même temps, les chefs locaux du parti ont développé des habitudes autoritaires, qui les ont coupés des adhérents de base du parti (et bien sûr de la population non-communiste beaucoup plus nombreuse), tout en se s'octroyant des privilèges matériels.

Les avantages matériels des plus hauts responsables du parti doivent avoir joué un rôle important, et même décisif, dans le développement de la strate appelée la nomenklatura. De même, le but évident de Staline d'enlever le contrôle au Parti et de le cantonner à l'agitation et à la propagande" pourrait suggérer une certaine conscience de cette contradiction par Staline lui-même, et peut-être aussi par d'autres. Dans quelle mesure les grands différentiels de salaire étaient-ils essentiels pour stimuler l'industrialisation en URSS ? S'ils étaient essentiels, était-ce une erreur de permettre l'accès de membres du parti aux privilèges matériels - salaire élevé, meilleur logement, magasins spéciaux, etc. ? Le contexte politique dans lequel ces décisions ont été prises, vers la fin des années 20 et au début des années 30, doit être exploré plus profondément. Les discussions, actuellement indisponibles, autour du salaire maximum quelque part au début des années 30 doivent être découvertes et étudiées.

Zhukov et Mukhin semblent croire que la tactique qu'ils perçoivent, et qu'ils attribuent à Staline et Béria – celui de couper les dirigeants du parti de la direction de l'État – était en effet la meilleure chance d'empêcher le parti de dégénérer. Comme je le suggère plus haut, peut-être la vraie cause de leur dégénérescence est la défense de leurs propres privilèges, plutôt que la contradiction "rouge contre expert".

Naturellement, les incitations matérielles avaient été jugées nécessaires, pour recruter les intellectuels bourgeois compétents mais anticommunistes et anti-prolétarien pour aider à la construction de la base industrielle de l'URSS. Partant de là on peut argumenter qu'un salaire plus élevé était nécessaire pour encourager les personnes techniquement habiles (ouvriers habiles y compris) à rejoindre le parti bolchevique

ou pour travailler dur dans des conditions de travail défavorables souvent mettant en danger leur santé et au risque d'y sacrifier sa vie de famille. En cela l'utilisation de la panoplie des inégalités capitaliste était justifiée.

Peut-être Staline et Béria ont cru que cantonner le Parti à une fonction "purement politique" pourrait empêcher sa dégénérescence. Comme ce plan - s'il était d'eux - n'a été jamais mis en œuvre, nous ne pouvons pas vraiment le savoir. Mais je suspecte que la question "des incitations matérielles," c'est-à-dire des inégalités économiques, en soit la cause fondamentale. Dans les conversations avec Felix Chuev, Molotov âgé, réfléchi au sujet de la nécessité d'avoir encore et toujours plus « d'égalité » et s'inquiète du futur du socialisme en URSS alors qu'il voit croître les inégalités. Molotov ne fait pas remonter ce développement des inégalités à l'époque de Staline ou de Lénine. En fait Molotov, comme Staline, ne pouvait envisager le legs de Lénine en critique. Cependant la nécessité de préserver et augmenter des inégalités afin de stimuler la production doit remonter au moins à Lénine, si non au Marx de la critique du programme de Gotha.

Ces questions reflètent et exposent inévitablement ses propres soucis politiques, et je ne fait exception. Je crois que l'histoire du parti bolchevique pendant les années Staline - une histoire assombrie jusqu'à aujourd'hui par des mensonges anticommunistes - a beaucoup à apprendre aux futures générations. Les militants politiques qui examinent le passé pour guider leur activité, et les chercheurs politiquement conscients qui veulent apporter leur contribution à l'édification d'un monde meilleur peuvent le faire par l'étude des luttes du passé et peuvent apprendre beaucoup des legs laissés par l'Union soviétique.

Comme les marins médiévaux dont les cartes étaient plus imaginaires qu'exactes, nous avons été trompés par des histoires canoniques de l'URSS qui sont principalement fausses. Le processus pour découvrir la vraie histoire de la première expérience socialiste du monde vient à peine de commencer. Comme le lecteur de cet essai a pu s'en apercevoir, cela a une immense importance pour notre futur.

Notes complémentaires

Notes sur le travail d'Yuri Zhukov :

Jusqu'à présent il n'y a eu qu'une attaque érudite d'envergure contre les thèses de Zhukov – par le professeur Irina V. Pavlova, "1937 : Vybory kak mistifikatsiia, terror kak real'nost'," *Voprosy Istorii* 10, 2003 19-36. Pavlova est une anti-communiste forcenée de l'école du « totalitarisme » dont l'hostilité idéologique au communisme dénature sa recherche historique. Par exemple, elle a menti au sujet des recherches de Getty pour essayer de le discréditer. Pavlova fait de la propagande, pas de l'histoire.

Pavlova se réfère seulement aux articles de Zhukov dans *KP*; elle a écrit ses critiques avant la publication de « *Staline Inoy* ». La critique de Pavlova part de l'hypothèse que les Procès de Moscou et celui de Toukhatchevski sont des coups montés et que toutes les campagnes constitutionnelles et électorales étaient « une couverture » délibérée pour cette répression.

Pavlova affirme aussi que, parce que le Soviet Suprême n'avait pas de pouvoir politique réel en 1936, des élections plurielles ne lui auraient pas donné plus de pouvoir. Si par « pouvoir » Pavlova signifie la capacité de défaire le Parti Bolchevik de sa position dominante en URSS et de détruire le socialisme, elle a sans aucun doute raison : sûrement que Staline n'avait aucune intention de permettre une contre-révolution par des moyens constitutionnels. On ne permet cela dans aucun pays démocratique bourgeois. Mais si elle veut signifier le pouvoir d'influencer les politiques de l'État et d'exercer de la pression, à l'intérieur de certaines limites, sur des politiques sociales spécifiques et sur le Parti Bolchevik lui-même – c'est-à-dire le type de possibilités déterminées par des élections dans des démocraties bourgeoises – alors elle n'a probablement pas raison.

Notes sur le livre d'Iuri Mukhin, *Ubiystvo Stalina je Beria* :

Ce livre de Mukhin est souvent rejeté par ceux qui sont opposés à ses conclusions en raison du fait qu'il a formulé des remarques qui peuvent être interprétées comme étant antisémites. Il doit être noté que Mukhin fait des remarques s'opposant à l'antisémitisme dans ce même livre. Ce travail ne comporte aucun passage dans lesquels des déclarations antisémites peuvent être alléguées. Mukhin a aussi pris des positions excentriques sur quelques sujets qui ne sont pas traités dans ce livre. Je ne me base sur aucun de ces travaux non plus. La même chose pourrait, et devrait, être dite quand les érudits anti-communistes sont cités – le fait qu'ils aient des préjugés anti-communistes ne signifie pas qu'ils ne peuvent pas, occasionnellement, avoir quelques positions valables. Et, bien sûr, l'anticommunisme est normalement lié étroitement à l'antisémitisme.

N'étant ni communiste ni Juif, Mukhin démontre une certaine hostilité aux deux, mais ce n'est pas un anticommuniste conventionnel, ni un antisémite conventionnel.

L'analyse de Mukhin des sources primaires et secondaires est souvent très pointue et je l'utilise et la cite quand je la trouve utile. Naturellement, la citation des analyses de Mukhin que l'auteur pense être utiles n'implique pas un accord avec les parties de son analyse qui ne sont pas citées. Mukhin n'est pas non plus responsable de l'utilisation que j'ai faite de sa recherche. J'ai vérifié chaque référence faite par Mukhin et tous les autres érudits cités ici, sauf dans le cas de sources primaires disponibles seulement pour ceux qui travaillent sur les archives.

Bibliographie

Alikhanov, Sergei. "Bagazh na brichke." *Kontinent*. http://www.kontinent.org/art_view.asp?id=2020

Beria: Konets Kar'ery. Moscou: Izd. Politicheskoy Literatury, 1991.

Beria, Lavrentii. Discours aux obsèques de Staline. <http://leader.h1.ru/beria.htm>. Mukhin cite la version originale publiée dans *La Pravda Komsomolskaya*, No 59, 1953, pp. 1-3 (Ubiystvo, 282). Je n'ai pas été capable de voir cette version, mais les passages que Mukhin cite sont identiques à la version en ligne citée ici. Cité en tant que "Discours de Beria."

Chevalier, Amy. *Beria : Stalin's First Lieutenant*. Princeton : Princeton University Press, 1993.

Chilachava, Raul. *Rasskazyvaet Kiev de Syn Lavrentiia Béria* : Inkopress, 1992.

Dobriukha, Nikolai. "ottepeli 'otchimy d'Otsy I." *Argumenty I Fakty*, Juin 18 2003. À http://www.aif.ru/online/air/1182/10_01

Getty, J. Arch. "'Excesses are not permitted' : Mass Terror and Stalinist Governance in the Late 1930's." *The Russian Review* 61 (janvier 2002), 113-138.

Origins of the Great Purges. The Soviet Communist Party Reconsidered, 1933-1938. Londres et New York: Cambridge Univ. Press, 1985.

"State and Society under Stalin: Constitutions and Elections in the 1930's." *Slavic Review* 50, 1 (Printemps 1991), 18-35.

Getty, J. Arch et Oleg V. Naumov. *The Road to Terror: Stalin and the Self-Destruction of the Bolsheviks, 1932-1939*. New Haven: Yale U.P., 1999.

Ilizarov, av. J.-C. "Staline. Shtrikhi k portretu na fone ego biblioteki i arkhiva." *Novaia je Noveyshaia Istoriia*, N. 3-4, 2000. <http://vivovoco.nns.ru/VV/PAPERS/ECCE/STALIB.HTM>

Jansen, Marque et Nikita Petrov, *Stalin's Loyal Executioner : People's Commissar Nikolai Ezhov 1895-1940*. Stanford: Stanford U.P., 2002. <http://www-hoover.stanford.edu/publications/books/ezhov.html>

Khaustov, V.N, V.P. Naumov, N.C. Plotnikova, eds., *Lubianka: Staline i Glavnoe Upravlenie Gosbezopasnosti NKVD. 1937-1938*. Moscou: "Materik", 2004. (Cité comme "Lubianka.")

Khinshtein, Aleksandr. "Proshchai, Beria!" ('Vol' de matériels du procès de Beria dans les archives) *Moskovskii Komsomolets* le 9 janvier 2003. Récupéré à <http://nadzor.pk.ru/articles/showart.php?id=8579>; vérifié avec l'original à <http://www.mk.ru/newshop/bask.asp?Artid=59319>

Khlystalov, Eduard. "Predateli s marshal'skimi zvezdami," *Literaturnaia Rossia*, No 12, le 28 mars 2003 et No 13, le 4 avril 2003. À http://www.litrossia.ru/litrossia/viewitem?Item_id=18376 et http://www.litrossia.ru/litrossia/viewitem?Item_i=18394. Réimprimé à http://www.hrono.ru/text/2003/hly_predat.html

Le Discours Secret de Khrouchtchev a été imprimé plusieurs fois; j'ai utilisé l'édition dans *Izvestia TsK. KPSS No 3, 1989*. À <http://www.zvenigorod.ru/library/history/cccpsun/1989/3/128.htm>

Kirilina, Alla. *Neizvestnyi Kirov*. StP et Moscou : "Neva" / OLMA-PRESSE, 2001. (Inclut le texte de son livre précédent *Rikoshet*.)

Kokurin, A.I et Pozhalov, A.I. "'Novyi Kurs L.P. Beria", *Istoricheskiy Arkhiv* 4 (1996), 132-164.

Koshliakov, Sergei. "Le zadolgo de rasstreliali de Lavrentiia Béria font le prigovora." *Vesti Nedeli* Juin 29, 2003. À [HTTP://www.vesti7.ru/archive/news?id=2728](http://www.vesti7.ru/archive/news?id=2728).

Lavrentiy Beria. 1953. Stenograma iul'skogo plenuma TsK KPSS i drugie dokumenty. Rédacteurs. V. Naumov, Iu. Sigachov. Moscou : Mezhdunarodniy Aïmant "Demokratiia", 1999. Cité en tant que "Beria".

Leibowitz, Clement. *The Chamberlain-Hitler Deal.* Edmonton: Editions Duval, 1993.

Lubianka. Staline i VCHK GPU OGPU NKVD. Ianvar 1936 '1922-dekabr'. Documenty. Moscou : 'Materik', 2003. (Cité en tant que "Lubianka A")

Lubianka. Staline i Glavnoe Upravlenie Gosbezopasnosti NKVD 1937-1938. Moscou : 'Materik', 2004. (Cité en tant que "Lubianka B").

McNeal, Robert. "Trotsky's Interpretation of Stalin." *Canadian Slavonic Papers* 3 (1961), 87-97.

Medvedev, Roy. *Medvedev, Let History Judge: The Origins and Consequences of Stalinism.* New York : Knopf, 1971.

"Lichnaia biblioteka ' Korifeia vsekhnauk '." *Vestnik A COURU.* No 3 (2001), 264-7. À <http://russcience.euro.ru/biblio/med01vr.htm>

Medvedev, Zhores. "Sekretnyy naslednik Stalina." *L'Oural* (Yekaterinburg). 1999, No 7. À http://www.art.uralinfo.ru/LITERAT/Ural/Ural_7_99/Ural_07_99_09.htm

Mukhin, Iu. *Ubiystvo Stalina i Beria.* Moscou : Krymskii Most-9D, 2003.

Nekrasov, V.F. *Beriia : Konets Kar'ery.* Moscou : Politizdat, 1991.

Nevezhin, V. A. *Zastol'nye Rechi Stalina. Dokumenty i Materialy.* [Stalin's Table Tald] Moscou : AIRO-XX; St.-Pétersbourg : Bulanin, 2003.

O'Meara, Kelly Patricia. "Looting Russia's Free Market." *Insight*, 2002. À http://www.findarticles.com/p/articles/mi_m1571/is_32_18/ai_91210681

Order No 00447 : dans *Lubianka B*, No 151, 273-281; aussi à <http://www.memorial.krsk.ru/DOKUMENT/USSR/370730.htm>

Pavlova, Irina V. "1937: vybory kak mistifikatsiia, terror kak real'nost'." *Voprosy Istorii.* No 10, 2003, pp. 19-37. *Politburo TsK VKP (b) i Sovet Ministrov SSSR 1945-1953.* Ed. Khlevniuk, O., et al. Moscou : ROSSPEN, 2002.

Pyzhikov, Aleksandr. "Leningradskaia gruppa : put' vo vlasti (1946-1949)", *Svobodnaia Mysl' 3* (2001), 89-104.

Prudnikova, Elena. Béria. Prestupleniia, bylo de Ne de kororykh. Rue Petersburg : Neva, 2005.

Prudnikova, Elena. Staline. Vtoroe Ubiystvo. St. Petersburg : Neva, 2003.

Pyzhikov, A. "obshchestva d'obnovleniia de poselvoennogo de perspektivakh de N.A. Voznesenskii o." À <http://www.akdi.ru/id/new/ek5.htm>.

Rossiia je SSSR v voynakh XX veka. Potery vooruzhennykh Sil. Statisticheskoe issledovanie. Moscou, 'OOLMA-PRESSE', 2001. Aussi à <http://www.soldat.ru/doc/casualties/book/>

Rubin, Nikolai. Lavrentii Béria. Mif i Rea'nost'. Moscou : Olimp ; Smolensk : Rusich, 1998.

Simonov, Konstantin. Glazami cheloveka moego pokoleniia. Razmyshleniia o I.V.Staline. Moscou : Novosti, 1988.

Staline, Joseph. "Vystuplenie I.V. Stalina na Rasshirennom Zasedanii Voennogo Soveta pri Narkome Oborony," *Istochnik* 3 (1994), 72-88. Une version légèrement différente est dans *Lubianka*, No 92, 202-209.

"Sur le Projet de la Constitution de l'URSS." En russe : Oeuvres complètes, vol. 14. À <http://stalin1.boom.ru/14-21.txt>; en anglais, dans J.V. Staline, *les Problèmes du Léninisme.* Presse de Langues Étrangère, Pékin 1976, 795-834, à <http://ptb.lashout.net/marx2mao/Stalin/SC36.html>

-, *The Stalin-Howard.* NEW YORK : International Publishers, 1936. À <http://stalin1.boom.ru/14-2.htm> (en russe).

Rapport au 17ème Congrès du Parti, le 26 janvier 1934. À

<http://www.geocities.com/CapitolHill/Parliament/7345/stalin/13-27.htm> (en russe); édition anglaise dans J.V. Staline, *les Problèmes du Léninisme*. Presses de Langues Étrangère, Pékin 1976, 671-765; aussi à <http://ptb.lashout.net/marx2mao/Stalin/SPC34.html>

-, Zakluchitel'noe slovo na plenum tsentral'nogo komiteta VKP (b) 5 Marta 1937 goda (stenograficheskiï variante). À <http://www.geocities.com/CapitolHill/Parliament/7345/stalin/14-9.htm>

Zastol'nye Rechi Stalina. Dokumenty je Materialy. [Stalin's Table Talk] Moscou : AIRO-XX; St.-Pétersbourg : Bulanin, 2003.

Rech ' I.V. Stalina Na Plenum TsK KPSS 16 Oktiabria 1952 goda. (Discours au Plenum du Comité Central du PCUS le 16 octobre 1952). Publication non officielle à <http://www.kprf.ru/analytics/10828.shtml>

Service, Robert. Staline. Une Biographie. Cambridge, MA : Pression De Belknap, 2004.

Starkov, Boris. "Sto Dney ' Lubyanskogo Marshala, "" *Istochnik* 4 (1993), 82-90.

Smirtiukhov, Mikhail. Entrevue, *Kommersant-Vlast* Février 8, 2000. À

<http://www.nns.ru/interv/arch/2000/02/08/int977.html>

Sull'ianov, Anatolii. Béria : Arestovat 'v Kremlé. Minsk : Kharvest, 2004.

Sukhomlinov, Andrei. *Kto vy, Lavrentii Beria? Neizvestnye stranitsy ugovnogo dela*. Moscou : Detektiv-presse, 2004.

Thurston, Robert W. "Fear and Belief in The USSR's ' Great Terror ' : Response to arrest, 1935-1939." *Slavic Review* "On Desk-Bound Parochialism, Commonsense Perspectives, and Lousy Evidence: A Reply to Robert Conquest." *Slavic Review* 45 (1986), 238-244.

"Social Dimensions of Stalinist Rule: Humor and Terror in the USSR, 1935-1941." *Journal of Social History* 24, No 3 (1991) 541-562.

Life and Terror in Stalin's Russia. New Haven: Yale University Press, 1996.

Tragediia Sovetskoy Derevni. Kollektivizatsiia i Raskulachivanie. Dokumenty i Materialy. 1927-1939. Tom 3. Konets 1930-1933. Moscou : ROSSPEN, 2001.

Toptygin, Aleksei. Lavrentii Béria. Moscou: Yauza, Eksmo, 2005.

Williamson, Anne. "The Rape of Russia." Témoignage devant le Comité des Services Bancaires et Financiers de la Chambre des Représentants Américains, le 21 septembre 1999. À

http://www.russians.org/williamson_testimony.htm

Yakovlev, A.S. *Tsel ' Zhizni. Zapiski Aviakonstruktora*. M de 1973. Chapitre 20, "Moskva v oborone,"

http://militera.lib.ru/memo/russian/yakovlev-a_s/20.html

Zakharov, Aleksandr. " Prigovor privedion v ispolnenie." *Krasnay Zvezda* le 20 décembre 2003. À

http://www.redstar.ru/2003/12/20_12/6_01.html

Zhukov, Iurii. *Inoy Staline. Politicheskie reformy v SSSR v 1933-1937 gg*. Moscou: "Vagrius", 2003.

"Staline Iosif : diktator ili liberal ?" *Komsomolskaya Pravda*, le 3 décembre 2002. Transcription du téléphone Q&A basé sur la série "Zhupel Stalina." À <http://www.kp.ru/daily/22927/9/print/>.. Voir ci-dessous.

"Kul'tovaia mekhanika," *Literaturnaya Gazeta* No 9, le 5-11 mars 2003. À

http://www.lgz.ru/archives/html_arch/lg092003/Polosy/art15_1.htm

"Staline ne nuzhdalsia v partii vlasti," *Politicheskiy Zhurnal*, Arkhiv No 15 (18) le 26 avril 2004. À

http://www.politjournal.ru/index.php?Action=Articles*dirid=50*tek=1114*issue=31

"Repressii i Konstitutsiia SSSR 1936 goda.." *Voprosy Istorii*. 2002, No 1, pp. 3-26.